



OCDE
ETUDES ECONOMIQUES

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

PORTUGAL

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

DÉCEMBRE 1977



STATISTIQUES DE BASE DU PORTUGAL

LE PAYS

Superficie totale (milliers de km ²)	92.1	Villes principales, population résidente en milliers d'habitants (1-7-1975) :	
		Lisbonne	830
		Porto	336

LA POPULATION

Population (31-12-1976, en milliers)	9 694	Population active totale (en 1976, milliers) ¹	3 592
Densité au km ²	105	Population active civile occupée (en 1976, milliers) ²	3 088
Accroissement naturel (moyenne 1971-1975, en milliers)	81	en % du total :	
Taux de variation annuel moyen de la population résidente (1971-1976)	1.6	Secteur primaire	27.1
Emigration brute (moyenne 1972-1976, en milliers)	74.8	Secteur secondaire	36.3
		Secteur tertiaire	36.6

LA PRODUCTION

Produit national brut en 1975 (millions de dollars des Etats-Unis)	14 764	Origine du produit intérieur brut au coût des facteurs, en 1975 (en %) :	
Produit national brut par habitant, en 1975 (en dollars des Etats-Unis)	1 533	Secteur primaire	15.9
Formation brute de capital fixe en 1975 :		Secteur secondaire	42.7
en % du PNB	19.7	Secteur tertiaire	41.4
par habitant (en dollars des Etats-Unis)	301		

ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Consommation publique en 1975 (en % du PNB)	15.4	Recettes courantes des Administrations publiques, en 1975 (en % du PNB)	24.7
dont : Défense	4.4		
Investissements publics en 1975, en % :			
du PNB	2.7		
des investissements totaux	13.9		

LE COMMERCE EXTÉRIEUR²

Exportations de biens et services en 1975, en % du PNB	19.7	Importations de biens et services en 1975, en % du PNB	32.2
Ventilation en % des exportations totales (moyenne 1972-1976, CTCI)		Ventilation en % des importations totales (moyenne 1972-1976, CTCI)	
Produits alimentaires, boissons et tabacs (0, 1)	16.0	Produits alimentaires et boissons	16.8
Matières premières brutes et demi-produits (2, 3, 4)	14.5	Matières premières brutes et demi-produits	24.3
Produits manufacturés (5, 6, 7, 8)	68.5	Produits manufacturés	58.9
dont : Textiles (65)	17.2	dont : Produits chimiques (5)	10.3
Produits en bois et en liège (63)	4.9	Machines et matériel de transport (7)	27.4

LA MONNAIE

Unité monétaire : Escudo		Unités monétaires par dollar des E.-U., moyenne journalière :	
		Année 1976	30.14
		Novembre 1977	40.65

1 Portugal continental.

2 Continent et îles.

NOTE On trouvera, dans un tableau de l'annexe, une comparaison internationale de certaines statistiques de base.

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

PORTUGAL

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

BIBLIOTHÈQUE

117057

25 JAN. 78

N°

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), qui a été instituée par une Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale;
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique;
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, conformément aux obligations internationales.

Les Membres de l'OCDE sont : la République Fédérale d'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

La République Socialiste Fédérative de Yougoslavie est associée à certains travaux de l'OCDE, et notamment à ceux du Comité d'Examen des Situations Économiques et des Problèmes de Développement.

•••

*L'examen annuel de la situation du Portugal
par le Comité d'Examen des Situations Économiques
et des Problèmes de Développement de l'OCDE
a eu lieu le 9 décembre 1977.*

© OCDE 1978.

Les demandes de reproduction ou de traduction doivent être adressées à :

M. le Directeur de l'Information, OCDE
2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16, France.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
I Évolution de la demande et de la production	6
Évolution de la demande	6
Évolution de la production	9
II Principaux problèmes	11
L'emploi et le chômage	11
L'inflation	14
Le déficit extérieur	18
III Orientations de la politique économique	27
La politique monétaire	27
La politique budgétaire	31
Autres mesures de politique économique	35
IV Perspectives et problèmes de politique économique	36
Évolution prévisible pour 1978	36
Problèmes de politique économique et conclusions	37
Annexe : Principales mesures de politique économique	43
Annexe statistique	45

TABLEAUX

Texte :

1 Demande de production	7
2 Indicateurs de la construction	8
3 Population, emploi et marché du travail	12
4 Emploi salarié	13
5 Chômage	13
6 Prix :	
a) Évolution à moyen terme	15
b) Tendances récentes des prix	15
7 Salaires	17
8 Balance des paiements	19
9 Concentration des exportations	20
10 Évolution du commerce extérieur en volume	21
11 Balance commerciale: partage prix-volumes	22
12 Masse monétaire et contreparties	30

13	Compte du secteur public dans l'optique de la comptabilité nationale	31
14	Budget de l'État	33

Annexe statistique

A	Produit national et dépense nationale	46
B	Produit intérieur brut au coût des facteurs, par branches d'activité	47
C	Formation intérieure brute de capital fixe	48-49
D	Production agricole	50
E	Population par classes d'âge	51
F	Indicateurs d'emploi	51
G	Prix et salaires	52
H	Indice national des prix à la consommation	53
I	Opérations des Administrations publiques	54-55
J	Masse monétaire et contreparties	56
K	Ventilation des crédits bancaires	56
L	Structure des taux d'intérêt	57
M	Entrées de voyageurs étrangers, d'après le pays de nationalité	57
N	Commerce extérieur par principaux groupes de produits	58
O	Évolution de la structure géographique du commerce extérieur	59
P	Balance des paiements du Portugal	60

GRAPHIQUES

1	Production industrielle	10
2	Prix à la consommation	16
3	Structure de la balance des paiements	24
4	Taux de change	26
5	Variables monétaires	28
6	Compte du secteur public	34

INTRODUCTION

L'économie portugaise a connu au cours de ces dernières années d'importants changements. Une partie du secteur industriel et des services a été nationalisée, une réforme agraire a été mise en place, les relations du travail ont été profondément modifiées et une redistribution des revenus en faveur des salariés les plus défavorisés est intervenue. Par ailleurs, la décolonisation a provoqué une forte augmentation de la population et une perte de marchés traditionnels pour les industries portugaises. A ces facteurs spécifiques, se sont ajoutés les effets de la récession mondiale et de la reprise relativement lente qui a suivi. L'économie portugaise a donc été affectée par des déséquilibres majeurs au niveau de l'emploi, de l'inflation et de la balance des paiements. L'activité a marqué un fléchissement important en 1975 et le chômage, qui était resté très limité jusqu'en 1973, du fait d'une forte émigration et de l'engagement colonial, a très sensiblement progressé. La balance courante s'est soldée par un déficit important et la hausse des prix est restée très rapide. Puis, en 1976, l'amélioration du climat conjoncturel international et la normalisation des conditions politiques ont permis une reprise de l'activité qui s'est poursuivie à un rythme soutenu jusqu'au milieu de 1977. Cette évolution s'est accompagnée d'une accélération de la hausse des prix, d'une aggravation du déficit extérieur et d'une dépréciation marquée de l'escudo. La progression des salaires s'est cependant nettement infléchie et on a assisté à une reconstitution des profits des entreprises. Des signes de ralentissement de l'activité se sont toutefois manifestés, après les mesures de stabilisation prises en août dernier.

Du milieu de 1974 au milieu de 1976, les autorités portugaises ont rapidement développé les dépenses publiques et mené une politique monétaire d'accompagnement pour répondre aux besoins sociaux les plus pressants et éviter que les changements institutionnels ne s'accompagnent d'une rupture du système productif. Dans le même temps, un contrôle des prix très étendu était mis en place et une surtaxe était imposée sur certains produits importés. Puis, à partir du milieu de 1976, devant l'aggravation de l'inflation et l'élargissement du déficit extérieur, l'accent a été mis sur la restauration des équilibres dans le cadre notamment des mesures de stabilisation mises en œuvre en février et août 1977. L'orientation de la politique monétaire a été progressivement infléchie dans un sens plus restrictif et un effort d'assainissement des finances publiques a été entrepris. Par ailleurs, les pouvoirs publics ont cherché à favoriser une restructuration de la demande intérieure et une amélioration de la situation financière des entreprises, en fixant un plafond à l'expansion des salaires et en libéralisant les prix. Lorsque le Portugal a été examiné par le Comité d'Examen des Situations Économiques et des Problèmes de Développement de l'OCDE, le 9 décembre 1977, le gouvernement venait juste de ne pas obtenir un vote de confiance au Parlement et on ne peut préjuger de la politique économique qui sera mise en œuvre en 1978 par le prochain gouvernement. Le projet de budget qui avait été présenté au Parlement revêtait une orientation nettement restrictive et un nouveau resserrement de la politique monétaire était envisagé. L'objectif des pouvoirs publics était d'obtenir en 1978 une réduction substantielle du déficit de la balance des opérations courantes et un ralentissement de la hausse des prix, tout en maintenant une progression du PIB de 3 à 4%.

La présente étude analyse dans sa première partie l'évolution de la demande et de la production au cours des années récentes. Les principaux problèmes que connaît actuellement l'économie portugaise — l'emploi et le chômage, l'inflation, le déficit

extérieur — sont ensuite examinés. Les orientations de la politique économique sont décrites dans la troisième partie. Enfin, la dernière section analyse les perspectives à court terme et conclut l'étude par diverses considérations de politique économique.

I ÉVOLUTION DE LA DEMANDE ET DE LA PRODUCTION

Étant donné les lacunes de l'appareil statistique portugais, il est, comme à l'accoutumée, difficile d'apprécier l'évolution conjoncturelle récente. L'économie a connu en 1975 une récession importante¹ mais, en dépit des bouleversements politiques, économiques et sociaux, son ampleur semble avoir été comparable à celle enregistrée dans d'autres pays de l'OCDE. On ne dispose pas encore des données de la comptabilité nationale pour 1976, mais tous les indicateurs conjoncturels font apparaître une reprise soutenue de l'activité, qui paraît s'être poursuivie jusqu'au milieu de 1977. Selon les estimations provisoires et partielles du Département Central du Plan, le PIB a progressé d'environ 5% en 1976 et pourrait marquer une nouvelle avance de l'ordre de 6% en 1977.

Évolution de la demande

L'expansion des investissements (y compris les stocks) a constitué l'élément moteur de cette reprise. Tous les indicateurs concordent pour montrer une progression rapide de la construction à partir du début de 1976, à laquelle ont contribué la politique de travaux publics menée par les autorités pour soutenir l'activité et surtout l'accroissement des besoins en logements lié à l'afflux des rapatriés². La divergence entre la stagnation de l'emploi dans le secteur de la construction et la vive progression des consommations intermédiaires s'explique par le grand nombre de constructions réalisées par des petits entrepreneurs ayant une activité non déclarée ou par les occupants eux-mêmes. Après une baisse de 20% en 1975, les investissements en machines et équipements ont vraisemblablement enregistré un nouveau recul en 1976. Une reprise soutenue paraît toutefois s'être amorcée au premier semestre de 1977. Le secteur public au sens large a sans doute joué un rôle important dans cette récupération³, en raison notamment de la mise en œuvre de certains grands projets industriels hérités de l'ancien régime. Il semble également que l'on ait assisté au début de 1977 à un redémarrage des investissements productifs privés, qui pourrait être lié à une amélioration de la situation financière des entreprises entraînée par la politique des prix et des revenus et par la dévaluation. La normalisation du climat politique, l'attente d'une dépréciation continue de l'escudo et d'un resserrement de la politique économique ont vraisemblablement contribué à ce mouvement. Selon les estimations du Département Central du Plan, le déstockage de grande ampleur intervenu en 1975, a été suivi d'une reconstitution modérée en 1976 et la formation de stocks aurait donc exercé une contribution positive très importante à la croissance du PIB. Il est probable que ce mouvement s'est poursuivi au premier semestre de 1977 car les importations et la production paraissent s'être accrues au cours de la période, à un rythme sensiblement plus rapide que celui de la demande finale.

1 Les premières estimations pour 1975, publiées par l'Institut National de la Statistique (ainsi que les chiffres révisés pour les années antérieures), font apparaître une évolution du PIB assez proche de celle qui ressortait des évaluations faites un an plus tôt par le Département Central du Plan avec cependant une décomposition de la demande très différente (cf. Étude économique de l'OCDE, *Portugal*, novembre 1976, tableau 2).

2 L'afflux de population lié à la décolonisation reste encore assez mal connu. Selon l'INE, le nombre de réfugiés atteindrait 5% de la population résidente, mais d'autres sources l'estiment jusqu'à 9%.

3 Déjà en 1975, les investissements du secteur public, y compris les entreprises publiques, avaient progressé selon l'INE de 4,5%, alors que, dans le secteur privé, on enregistrait une baisse de 17,5%.

Tableau 1 Demande et production

	Milliards d'escudos 1975	Pourcentage du PIB aux prix courants		Pourcentage annuel de variation en volume				
		1970-1973	1975	1971-1973	1974	1975	1976 ¹	1977 ²
Consommation privée	304.13	68.6	80.7	8.9	8.4	0.8	0	0
Consommation publique	57.98	14.1	15.4	7.6	17.3	6.1	20	0
Formation brute de capital fixe	73.99	19.4	19.6	11.8	-3.8	-13.9	25.3 ⁴	43.6 ⁴
Demande intérieure finale	436.10	102.1	115.7	9.3	7.1	-1.0		
Variation des stocks ³	-12.38	4.6	-3.2	0.6	-0.8	-8.5		
Demande totale	423.72	106.7	112.5	9.3	5.9	-8.4		
Exportations de biens et services	74.07	25.1	19.6	10.7	-15.7	-15.6	0.9	7.3
Importations de biens et services	121.05	31.8	32.1	13.1	4.8	-25.2	2.9	5.0
Solde extérieur ³	-46.98	-6.7	12.5	-1.7	-5.8	5.9	-0.7	
PIB aux prix du marché	376.74	100.0	100.0	8.4	0.7	-3.7		
Prix implicites du PIB				6.8	19.5	15.8		
PIB au coût des facteurs	342.64			9.0	1.8	-4.0	5.4	6.0
Production industrielle				10.9	2.5	-5.1	4.1	

1 Estimations du Département Central du Plan.

2 Estimations provisoires du Département Central du Plan. Il faut noter que celles-ci reposent sur une information statistique encore limitée et paraissent assez peu fiables.

3 Contribution au PIB.

4 Formation de capital y compris les stocks.

Sources : Institut National de la Statistique jusqu'à 1975 inclus et Département Central du Plan pour 1976 et 1977.

Tableau 2 Indicateurs de la construction
 Pourcentage de variation par rapport à la période correspondante de l'année précédente

	1975	1976	1976 I	1976 II	1977 I
Consommation de ciment	-1.6	14.9	18.5	12.5	13.2
Ventes d'acier pour la construction civile	-36.8	12.8	-5.2	36.4	59.3
Permis de construire	1.5	18.1	16.1	19.8	17.7
Production industrielle du secteur des minéraux non métalliques	-2.4	8.9	5.6	12.9	16.0

Source : Secrétariat d'Etat à la Planification, *Situation socio-économique*.

La consommation publique paraît avoir largement contribué à la reprise de l'activité en 1976. En termes de comptes nationaux, les achats de biens et services des administrations se seraient accrus en volume d'environ 20%, contre 6% en 1975⁴. Pour 1977, les autorités portugaises prévoient un net ralentissement, avec une augmentation à prix courants de 16%, impliquant une stagnation en volume⁵. Les résultats disponibles pour l'exécution du budget de l'État ne permettent pas d'isoler les achats de biens et services, mais l'évolution totale des dépenses semble indiquer une croissance plus rapide que prévu. Les dépenses liées à la décolonisation, qui recouvrent pour partie des opérations de transfert, ont continué de peser de façon importante sur le secteur public, notamment en 1976, mais c'est sans doute dans le domaine de l'éducation que les augmentations les plus fortes ont été enregistrées, en liaison notamment avec l'allongement de la durée de la scolarité.

Selon les experts portugais, la consommation des ménages aurait pratiquement stagné en 1975 et 1976 au niveau enregistré en 1974, ce qui, compte tenu de l'augmentation de la population résidente, impliquerait une réduction sensible des dépenses réelles par tête, alors qu'on aurait pu s'attendre, devant l'augmentation des salaires et la modification de la répartition du revenu national en faveur des plus défavorisés, à une forte progression de la demande des particuliers. Il est vrai que le revenu disponible réel des ménages a été laminé par l'inflation, l'alourdissement de la pression fiscale et le recul des revenus de la propriété et de l'entreprise qui, en 1974, représentaient le tiers du revenu global des ménages. Au total, il n'est pas exclu que la consommation des ménages, sur laquelle on ne dispose pas d'indicateurs directs, ait été sous-estimée. En 1977, les revenus non salariaux se sont probablement sensiblement redressés, mais la baisse du pouvoir d'achat des salaires devrait avoir été importante. Les enquêtes dans le commerce de détail montrent un niveau toujours faible des ventes, les importations de biens de consommation ont peu progressé, à l'exclusion des automobiles. Enfin, au premier semestre, la production des industries de biens de consommation a enregistré, dans l'ensemble, une progression nettement inférieure à la moyenne. Au total, selon les estimations du Département Central du Plan, la consommation privée aurait stagné en 1977.

Comme en 1974 et 1975, le secteur extérieur a vraisemblablement exercé au cours de ces dernières années une influence négative sur l'évolution du PIB. Les exportations de marchandises ont enregistré, en 1976 et au premier semestre de 1977, une faible progression. Par contre, il semble qu'après les mauvaises performances de 1976, l'on ait assisté cette année à une reprise soutenue des exportations de services. Les

4 Le taux de progression enregistré en 1975 recouvre une forte croissance (20%) des dépenses civiles et un recul des dépenses militaires qui représentaient encore 30% du total de la consommation publique.

5 La hausse des prix à la consommation sera nettement plus rapide. Mais les salaires qui représentent une part très importante de la consommation publique (80% pour l'État) sont soumis à un plafond de 15%.

indicateurs disponibles sur les importations de biens et de services montrent que, en termes de comptabilité nationale, leur progression a été en 1976 relativement faible en raison d'une très forte baisse des dépenses au titre des services⁶. Au vu des résultats enregistrés pendant les dix premiers mois de 1977, les importations de biens et services pourraient s'accroître à un rythme supérieur au taux de 5% prévu par les experts portugais.

Ces indications sur les principales composantes de la demande reposent sur une base étroite et fragile. Elles semblent toutefois suggérer, qu'au plan de l'allocation des ressources, après une forte progression en 1974-1975, le poids de la consommation privée dans le PIB a eu tendance à se réduire au cours de la période récente. Parallèlement, celui des investissements qui avait baissé s'est redressé. La part de la consommation publique, en augmentation rapide jusqu'en 1976, paraît avoir diminué en 1977. Enfin l'importance du secteur extérieur s'est amenuisée. Malgré la reprise des importations de biens et services en 1976 et 1977, leur part dans le PIB reste vraisemblablement inférieure à celle enregistrée en 1973, tandis que la part des exportations n'a cessé de se restreindre.

Évolution de la production

La reprise de la production industrielle qui s'était amorcée vers la fin de 1975 paraît s'être poursuivie à un rythme soutenu jusqu'au milieu de 1977. Pour l'ensemble de l'année, la production pourrait, selon les experts portugais, progresser, en termes de valeur ajoutée, de 7½% contre environ 6% en 1976. Pratiquement tous les secteurs, à l'exception des industries extractives, ont contribué à cette expansion mais, étant donné l'évolution des principales composantes de la demande décrite ci-dessus, c'est dans les secteurs des produits intermédiaires et des biens d'équipement que les taux de progression les plus rapides ont été enregistrés. La situation a été nettement moins favorable dans les industries produisant des biens de consommation. L'activité des industries alimentaires a marqué des fluctuations de grande ampleur et, au premier semestre de 1977, la production se situait à environ 5% au-dessus du niveau atteint un an auparavant. Par ailleurs, la production des industries textiles a pratiquement stagné depuis le début de 1976. L'évolution de la valeur ajoutée dans les services, qui représentaient en 1976 42% du PIB au coût des facteurs, est très mal connue. Avec la reprise du tourisme depuis la mi-1976, la situation des services hôteliers s'est progressivement améliorée. Par contre, l'activité dans le secteur des transports, qui avait vivement progressé en 1975 et 1976, semble avoir marqué une décélération au premier semestre de 1977.

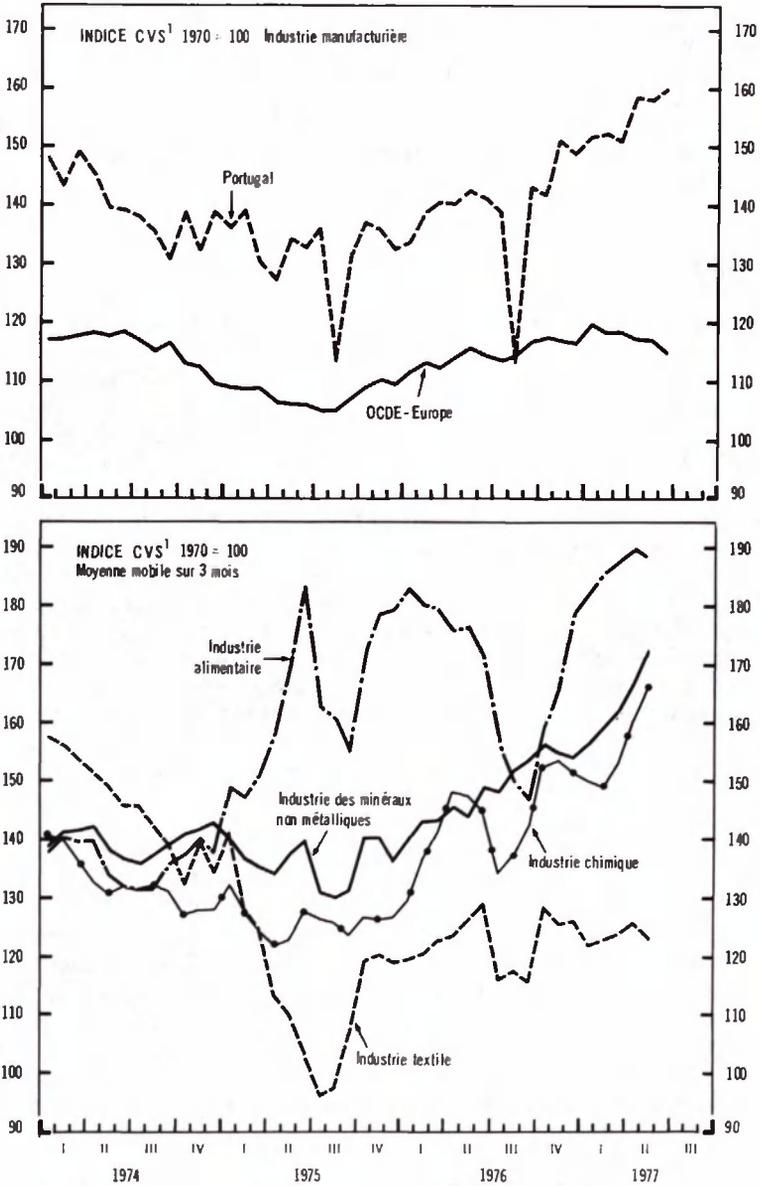
Les résultats du secteur agricole ont dans l'ensemble été négatifs au cours des dernières années. Après une stagnation en 1976, on s'attend à un recul d'environ 5% de la production agricole en 1977, qui se situerait donc à 6% environ au-dessous du niveau moyen de 1970-1975. Aux difficultés structurelles traditionnelles de l'agriculture portugaise, se sont ajoutées des conditions climatiques défavorables. Mais on peut également voir dans cette baisse l'influence des tensions politiques et sociales qui ont marqué le secteur agricole depuis trois ans⁷. La baisse de la production de viande résulte vraisemblablement du développement très rapide des abattages en 1975. De même, on relève en 1977 un recul important des surfaces ensemencées en céréales qui avaient été fortement développées en 1976. D'une façon générale, la production des principaux secteurs devrait connaître des baisses importantes, les plus fortes étant

6 Les estimations du Plan font apparaître une progression de 2.9% des importations de biens et services, ce chiffre recouvrant une augmentation de 13.5% des achats de marchandises et une baisse de plus de 30% des importations de services. Cette dernière évolution s'explique essentiellement par la quasi-disparition des soldes versées aux militaires engagés outre-mer.

7 En 1977, un certain nombre d'opérations de restitution des terres, qui avaient été illégalement expropriées, ont été effectuées. Pour la nouvelle loi de réforme agraire votée en août 1977, voir la partie III.

enregistrées pour les productions céréalières. La faiblesse de la production intérieure a donc entraîné le recours à des importations accrues de produits agricoles et alimentaires.

Graphique 1 Production industrielle



1 Corrigé des variations saisonnières par le Secrétariat.
 Source: *Bulletin Mensuel de Statistiques* de l'Institut National de Statistique.

II PRINCIPAUX PROBLÈMES

Le Portugal est resté confronté au cours des années récentes à trois problèmes majeurs: une évolution peu favorable de l'emploi, s'accompagnant d'une forte poussée du chômage, un taux d'inflation très élevé qui s'est accéléré en 1977 et un déficit très important de la balance des opérations courantes qui s'est traduit par le maintien de pressions à la baisse sur l'escudo. D'autres pays Membres connaissent certes des problèmes identiques, mais dans le cas du Portugal, l'incidence du prélèvement pétrolier, de la récession mondiale et de la reprise hésitante qui s'en est suivie, a été aggravée par les séquelles de la décolonisation, ainsi que par les perturbations diverses résultant de la modification des règles de fonctionnement de l'économie. Les paragraphes suivants sont consacrés à une analyse de la situation de l'emploi et du marché du travail, des prix et des revenus et de la balance des paiements.

L'emploi et le chômage

Au-delà des difficultés d'interprétation liées aux lacunes, au manque de fiabilité et au caractère contradictoire⁸ des diverses sources statistiques sur l'emploi, il semblerait que la contraction de l'emploi total intervenue depuis le début des années 70 se soit poursuivie en 1974 et 1975, à un rythme assez peu différent au total de celui des années précédentes. Une reprise, dont l'ampleur est difficile à apprécier, se serait produite en 1976 et il se pourrait, au vu d'indicateurs sur l'emploi salarié et ne couvrant qu'une partie de l'année, qu'une faible progression ait été enregistrée en 1977. Selon les données du ministère du Travail, après la forte augmentation de l'emploi intervenue en 1975 dans l'agriculture, en liaison avec le retour des rapatriés et la réforme agraire, un recul de plus de 2% aurait été observé en 1976⁹. Le raffermissement de l'activité intervenu en 1976 et 1977 ne s'est accompagné que d'une faible progression des effectifs salariés dans l'industrie (inférieure à 1% par an). Il est probable à cet égard que la législation en vigueur¹⁰ et l'intervention de l'État dans de nombreux secteurs aient sensiblement limité les licenciements en 1975. En dépit d'une baisse des effectifs salariés de 1%, les entreprises ont donc dû conserver une main-d'œuvre excessive qui a pesé sur l'embauche lorsque la reprise de l'activité s'est manifestée. Comme les heures de travail ne paraissent pas s'être sensiblement modifiées, il est probable que l'augmentation de la production a pu être obtenue grâce à une productivité accrue des salariés.

Après une baisse sensible en 1975, l'emploi aurait enregistré une légère progression en 1976 dans le secteur de la construction et des travaux publics. Au premier semestre de 1977, l'emploi salarié a stagné par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Cependant, la construction de nombreuses habitations particulières, réalisées sans que les conditions légales soient entièrement respectées, permet de

8 C'est ainsi que la publication récente par l'INE d'une nouvelle enquête par sondage sur l'emploi fait apparaître des niveaux et des évolutions sensiblement divergents de ceux estimés par le ministère du Travail. Selon cette enquête, la population active et l'emploi seraient plus importants, en particulier dans l'agriculture, et le nombre de chômeurs moins élevé. L'enquête de l'INE est vraisemblablement plus représentative que les estimations produites par le ministère du Travail même si elle pose certains problèmes statistiques (en particulier, les personnes vivant dans des logements collectifs ou clandestins, dont le nombre est estimé à 1.8 million, ne sont pas enquêtées; d'autre part, dans les décompositions par secteur, la population employée et les chômeurs à la recherche d'un nouvel emploi sont confondus). Cependant on ne dispose encore que d'un nombre limité d'observations et c'est pourquoi l'analyse effectuée dans les paragraphes qui suivent est basée sur les estimations du ministère du Travail sauf quand il est fait explicitement référence à l'enquête de l'INE.

9 Toutefois, selon l'enquête de l'INE, l'emploi dans l'agriculture aurait progressé de près de 1.5% en 1976 après avoir reculé de plus de 3% en 1975.

10 Des lois ont été promulguées en 1975 visant à restreindre considérablement le droit de licenciement des entreprises. Cependant, la législation a été à nouveau modifiée en août 1977 pour permettre une suspension des contrats de travail en cas de difficultés économiques.

Tableau 3 Population, emploi et marché du travail

	1974 en milliers	Pourcentage de variation sur l'année précédente	
		1975	1976
Population totale ¹	8 731	3.1	1.5
Population active civile ²	3 279	6.1	3.2
Emploi ³	3 099	-0.5	0.6
dont :			
Secteur primaire	809	5.9	-2.4
Industrie manufacturière	850	-2.2	0.5
Construction et travaux publics	265	-4.2	0.6
Commerce, banque, assurances et immobilier	364	0.3	0.6
Transports et communications	176	0.5	2.7
Administration publique et défense	175	-0.6	0.4
Autres secteurs ²	439	-8.2	3.6
		En milliers	
Chômage ¹	180	396	504
Emigration ²	70	45	33
Taux de chômage, en % de la population active	5.5	11.4	14.0

1 Estimations en fin d'année pour le Portugal continental. On ne dispose pas de statistiques détaillées pour l'ensemble du pays (continent et îles). La population totale du Portugal était de 9.69 millions à la fin de 1976.

2 Education, santé, autres services et autres activités non définies.

3 Selon des estimations du Plan, le nombre des émigrants partis à l'étranger depuis 1960 dépassait 1.5 million en 1976.

Source : Institut National de la Statistique, Ministère du Travail et Département Central du Plan.

penser que l'emploi dans ce secteur pourrait être sous-évalué. La faible augmentation des effectifs des administrations publiques en 1976 n'a fait que compenser le recul de 1975 et au total l'emploi a stagné dans ce secteur, au niveau de 1974. L'évolution de l'emploi a cependant été nettement plus favorable en 1975 et 1976 dans le commerce et le secteur nationalisé, notamment dans les banques, les assurances, les transports et communications. Dans ce dernier secteur, les effectifs salariés et l'emploi global se seraient accrus en 1976 de 3%. Dans les autres secteurs, dont l'éducation, la santé et des services divers, la forte baisse de l'emploi enregistrée en 1975 (-8.2%) a été suivie d'une récupération partielle en 1976.

Compte tenu de l'évolution de l'emploi décrite ci-dessus, l'économie portugaise n'a pas pu absorber le gonflement massif de la population active intervenu depuis 1974 et le taux de chômage a pratiquement triplé entre 1973 et 1976. Alors que de 1963 à 1973 la population active totale avait pratiquement stagné en raison notamment du fort courant d'émigration, de 1974 à 1976, la population active civile s'est vraisemblablement accrue de plus de 10%, du fait du reflux des rapatriés¹¹, de la démobilisation du contingent et de la forte baisse de l'émigration liée aux difficultés économiques dans les autres pays industrialisés. L'absence de statistiques fiables ne permet pas d'apprécier avec exactitude l'évolution de la situation du marché du travail, mais il est certain qu'une détérioration très marquée a eu lieu de la fin de 1974 jusqu'aux premiers mois de 1976. C'est en effet au cours de cette période que l'impact défavorable de la récession sur l'emploi a coïncidé avec le retour massif des rapatriés, tandis que l'émigration vers l'Europe diminuait rapidement. Le chômage a vraisemblablement continué à s'accroître tout au long de 1976 mais semble s'être stabilisé au premier semestre de 1977.

11 Compte tenu de la structure démographique relativement jeune des rapatriés, l'accroissement de la population en âge de travailler a été plus rapide que celui de la population totale.

Tableau 4 **Emploi salarié¹**
Indices, janvier 1968 = 100

	1975	1976	1976				1977	
			I	II	III	IV	I	II
Total	104.4	105.4	104.7	105.4	105.7	105.6	105.4	106.0
Pêche	81.8	77.4	73.6	77.8	80.3	77.8	71.3	73.2
Industries manufacturières	101.6	102.3	101.7	102.2	102.6	102.5	102.4	102.5
Construction et travaux publics	99.6	99.4	98.8	99.6	100.6	98.6	97.8	100.4
Electricité, gaz et eau	98.2	101.7	100.0	101.3	102.6	102.7	102.5	103.6
Banque, assurances et immobilier	171.9	180.8	175.9	179.4	182.3	185.6	185.8	189.7
Commerce	106.5	106.7	106.9	106.6	106.6	106.5	106.2	106.5
Transports et communications	116.6	122.1	120.5	122.2	122.1	123.6	123.3	124.0
Services privés et domestiques	135.0	136.6	133.2	138.2	138.4	136.6	136.3	142.4

1 Les indices de l'emploi provenant des enquêtes trimestrielles couvrent l'emploi salarié dans les entreprises de plus de dix employés. L'échantillon de l'enquête couvre environ 32 % de l'emploi salarié total. Il faut souligner que ces indices ne prennent pas en compte l'emploi dans l'agriculture, dans l'administration publique, dans les services de santé et d'éducation et dans quelques autres services. Les indices présentés dans ce tableau portent sur le Portugal continental.

Source : Ministère du Travail.

Si le sens de l'évolution au cours de la période paraît assez clair, il est difficile de déterminer avec précision quel est le niveau actuel du chômage. Selon les estimations du ministère du Travail, le nombre de chômeurs s'élevait en mars 1977 à environ 490 000 personnes. Par suite d'une révision de l'estimation du nombre de rapatriés en chômage¹², le nombre total de chômeurs a été ramené en juin à 407 000 personnes, soit environ 11% de la population active. Par contre, d'après l'enquête par sondage de l'INE, au premier semestre de 1977, le chômage ne touchait que 290 000 personnes. Comme selon la même source, la population active s'élevait à 4.1 millions de personnes, soit un chiffre sensiblement supérieur aux estimations du ministère du Travail (3.6 millions), le taux de chômage calculé par l'INE était donc de l'ordre de 7%. Il se pourrait toutefois que ce chiffre sous-estime l'ampleur du chômage, dans la

Tableau 5 **Chômage¹**
En milliers

	1974 Déc.	1975 Déc.	1976				1977	
			Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin ²
Nombre total de chômeurs	180	396	429	442	469	504	492	407 ³
dont :								
A la recherche d'un premier emploi		141	158	162	177	200	199	166
A la recherche d'un nouvel emploi		135	141	150	166	178	173	201
Rapatriés	4	120	130	130	126	126	120	40 ³
Taux de chômage (%)	5.5	11.4				14.0		

1 Portugal continental.

2 Estimations provisoires.

3 Chiffres non comparables avec les estimations antérieures du fait du changement de la législation concernant les rapatriés.

Source : Ministère du Travail.

12 Le nombre de rapatriés en chômage avait été estimé en mars à 120 000 personnes. A la suite d'une modification de la législation les rapatriés sont désormais tenus de s'inscrire au service national de l'emploi pour percevoir une allocation de chômage; au vu des inscriptions effectives, le nombre des rapatriés en chômage a été ramené à environ 40 000 personnes.

mesure où l'INE a supposé que la population non recensée (personnes vivant dans des logements collectifs, des bidonvilles, etc.) connaît le même taux de chômage que la population entrant dans le champ de l'enquête. Au-delà des problèmes liés à l'estimation officielle du nombre de chômeurs, le chômage déguisé revêt très vraisemblablement des proportions importantes.

L'inflation

De vives tensions inflationnistes se sont exercées au cours de ces dernières années. La hausse des prix à la consommation a été dans l'ensemble nettement plus rapide que dans la plupart des autres pays Membres et alors que dans ces derniers une atténuation non négligeable s'est faite jour en 1977, une accélération sensible a été enregistrée au Portugal. Après la forte poussée des rémunérations salariales en 1974 et 1975, une nette décélération a eu lieu au cours des deux années suivantes et, si le pouvoir d'achat des gains salariaux a pu être encore approximativement maintenu en 1976, il est probable qu'un recul non négligeable est intervenu en 1977. Des facteurs exogènes — hausse des prix des produits énergétiques et des cours mondiaux des matières premières, bouleversements politiques, économiques et sociaux, et plus récemment envolée des prix des produits alimentaires d'origine tropicale — ont joué un rôle important dans l'évolution des revenus et des prix au cours de la période sous revue. Mais la dépréciation de l'escudo a aussi contribué à aviver les tensions inflationnistes.

Au lendemain de la révolution, les autorités portugaises s'étaient efforcées d'éviter un dérapage inflationniste en instaurant un contrôle des prix couvrant un nombre très important de produits qui avait effectivement permis de ramener le taux d'inflation de plus de 25% à l'été de 1974 à moins de 15% à la fin de 1975¹³. Mais ce résultat avait eu pour contrepartie une asphyxie des entreprises qui se sont trouvées dans l'impossibilité de répercuter intégralement l'augmentation de leurs coûts. La détérioration de la position financière a vraisemblablement été plus marquée dans les entreprises publiques, car le blocage de leurs prix a constitué un élément privilégié de cette politique de freinage. En outre, les subventions ont été substantiellement augmentées pour certaines catégories de produits. A partir du deuxième semestre de 1976, la politique des prix a été très largement réorientée pour permettre un assainissement de la situation financière des firmes et la restauration d'une certaine vérité des prix. Les prix des entreprises nationalisées et des services publics ont été très fortement relevés à la fin de 1976 et au début de 1977¹⁴ et le système d'autorisation préalable a été remplacé par un contrôle *a posteriori*. Les prix de quelques biens essentiels ont cependant fait l'objet de mesures particulières; après avoir été fortement relevés au début de 1977, ceux-ci ont été bloqués jusqu'à la fin de l'année.

Ces différentes décisions ont provoqué une forte accélération des prix, qui a été renforcée par la dévaluation de l'escudo en février 1977, l'alourdissement de la surtaxe à l'importation et la pénurie de produits agricoles résultant de mauvaises conditions climatiques. Par contre, l'évolution des coûts salariaux a constitué en 1977 un élément modérateur de l'inflation. Le glissement des prix de gros à Lisbonne est passé de 12% en 1975 à 26% en 1976 et a atteint 17.5% en rythme effectif de décembre 1976 à mai 1977. A l'été, l'indice des prix de gros a toutefois marqué un recul pour partie saisonnier. La hausse des prix à la consommation, qui s'était quelque peu atténuée durant les neuf premiers mois de 1976, s'est à nouveau vivement accélérée à partir de la fin de l'année, reflétant les mesures prises par les autorités. Durant les cinq premiers mois de 1977, l'indice des prix à la consommation à Lisbonne s'est accru de 17%. La progression a été particulièrement rapide pour les produits alimentaires, dont les prix en mai dépassaient de plus de 50% le niveau atteint un an auparavant, ainsi que pour

13 Par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

14 Certains tarifs publics (eau, gaz, électricité, téléphone, transports) ont été augmentés de 25 à 40%.

Tableau 6 Prix
a) EVOLUTION A MOYEN TERME
Pourcentage annuel de croissance

	1960-65	1965-70	1970-74	1974	1975	1976
Prix implicite du PIB	1.9	4.3	10.4	19.4	15.8	20.0
Prix à la consommation						
Lisbonne						
Total	2.8	6.4	15.0	25.1	15.3	20.9
Total hors loyers			14.2	29.2	20.4	19.4
Alimentation	2.8	5.0	14.6	32.6	23.6	23.3
Produits non alimentaires	2.8	7.6	15.4	18.0	6.2	18.5
Prix de gros Lisbonne						
Total	1.2	3.7	11.5	28.6	12.9	19.4
Alimentation	1.7	3.0	11.0	29.5	32.3	21.4
Produits manufacturés	1.1	2.9	8.6	14.5	3.6	11.7
Indice des valeurs moyennes						
Importations	1.1	-0.7	13.9	48.3	14.0	12.0
Exportations	0.9	3.6	12.5	33.2	0.9	6.4

Sources : Institut National de la Statistique, Département Central du Plan et informations transmises par les autorités portugaises.

b) TENDANCES RÉCENTES DES PRIX

Variation en pourcentage par rapport à la période correspondante de l'année précédente

	Déc. 75		1976		1977		
	Déc. 74	Déc. 75	III	IV	I	II	Janv./juin 77 Moyenne 76
Prix à la consommation - Lisbonne							
Total hors loyers	15.0	27.2	11.9	25.7	24.4	36.2	25.4 ¹
Produits alimentaires	22.4	29.4	21.9	30.0	29.0	45.0	31.1 ¹
Vêtements et chaussures	2.0	3.4	1.4	3.4	6.9	12.4	8.4
Combustibles	12.9	18.9	26.5	18.9	29.5	42.8	24.8
Divers	12.6	30.5	14.1	23.7	18.6	21.2	15.4
Prix de gros - Lisbonne							
Total	11.6	26.0	19.8	25.4	24.7	34.6	24.2
Produits nationaux	12.7	28.2	20.3	27.8	24.2	35.6	24.3
Produits importés	6.8	27.0	23.2	27.7	38.7	46.6	34.1
Taux de change par rapport au dollar	-9.2	-13.8	-15.8	-14.3	-19.7	-21.8	-17.6

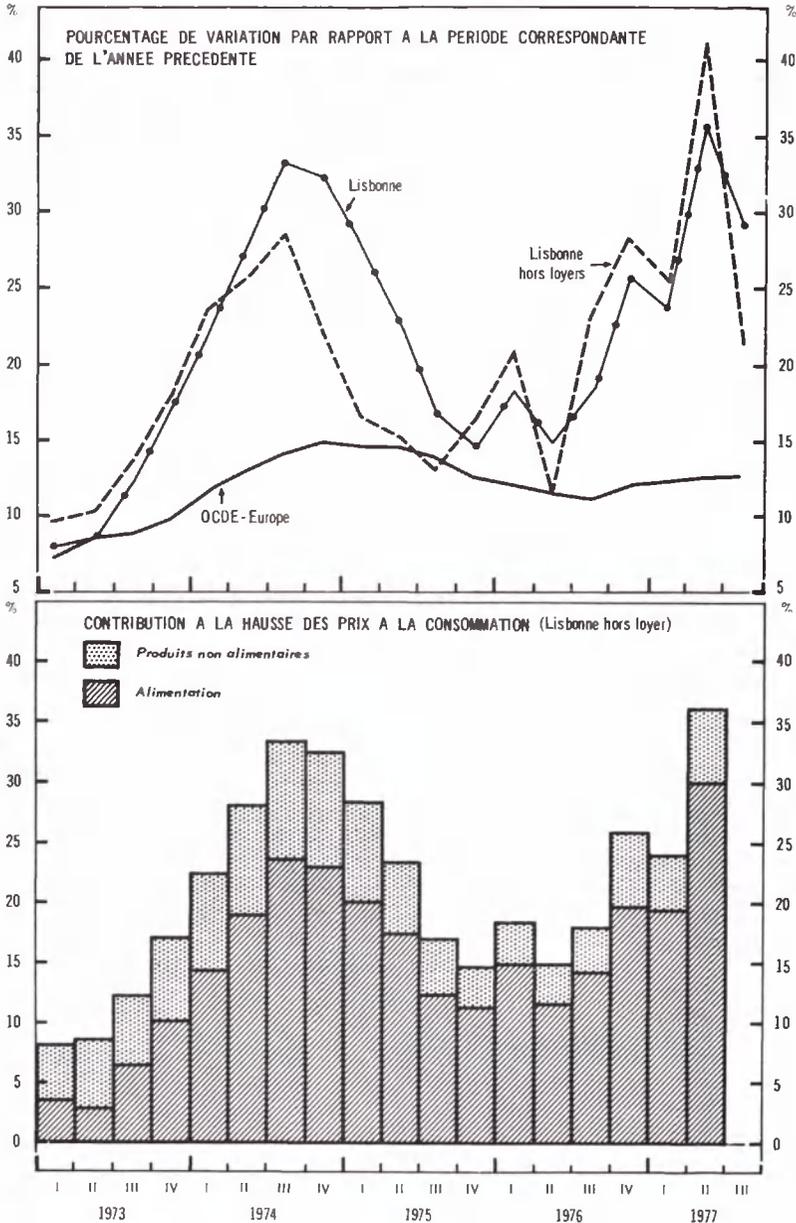
1 Janvier-septembre.

Sources : Institut National de la Statistique et estimations du Secrétariat.

les combustibles. L'évolution des prix a, par contre, été plus modérée dans les secteurs du vêtement et de la chaussure, mais les prix des services ont continué à augmenter rapidement. Au troisième trimestre, l'indice des prix à la consommation s'est stabilisé. L'évolution assez erratique de l'indice rend difficile l'appréciation des tendances sous-jacentes. Par rapport à 1976, la hausse des prix à la consommation pourrait se situer en 1977 aux environs de 27%.

Le deuxième volet de la politique des prix et des revenus a reposé sur un freinage des rémunérations salariales. Depuis le début de 1976, la progression des taux de salaires a marqué une décélération notable et la hausse a été ramenée, en moyenne annuelle, à moins de 12% dans l'industrie et les transports et de 15% dans

Graphique 2 Prix à la consommation



Sources: *Bulletin Mensuel de Statistiques* de l'Institut National de Statistique et *Principaux indicateurs économiques* de l'OCDE.

l'agriculture. Bien qu'en décélération marquée par rapport aux années antérieures, l'augmentation des gains nominaux¹⁵ aura toutefois été plus rapide (19% en 1976 pour les industries de transformation contre 35% en 1975). Pour 1977, il a été décidé de

15 On ne possède pas de données sur l'évolution des gains en cours d'année et, bien que les taux horaires ne soient que partiellement représentatifs, ils constituent la seule source d'information sur une base trimestrielle.

plafonner la hausse des salaires à 15% (y compris pour les fonctionnaires) et de relever le salaire minimum à 4 500 escudos par mois (soit de 12.5%). Selon les enquêtes du ministère du Travail¹⁶, du fait de la forte augmentation des salaires, le salaire minimum ne concerne plus que 3% des salariés de plus de 20 ans, employés dans l'industrie, contre plus de 40% lors de son instauration en 1974. Un salaire minimum de 3 500 escudos a par ailleurs été instauré dans l'agriculture. Les salaires de plus de 50 000 escudos ont par contre été bloqués¹⁷. Enfin, une loi stipule que les avantages annexes ne peuvent dépasser 50% du salaire. Les derniers résultats disponibles portent sur le mois de juin mais, de l'avis des experts portugais, le plafond de 15% devrait être respecté. Comme on s'attend à une hausse des prix à la consommation de l'ordre de 27%, la perte de pouvoir d'achat du taux de salaire, déjà nette en 1976, s'accroîtra en 1977. Il est peu vraisemblable, par ailleurs, que la progression des gains soit suffisamment rapide pour permettre, comme en 1976, de compenser la hausse des prix. Enfin, en termes de répartition du revenu national, la part des salaires devrait être ramenée de 69% en 1975 à 65% en 1976 et environ 58% en 1977, soit légèrement plus qu'en 1974 (57%).

Tableau 7 Salaires

Pourcentage de variation par rapport à la période correspondante de l'année précédente

	1974	1975	1976	1976				1977	
				I	II	III	IV	I	II
<i>Salaires nominaux</i>									
Salaires ruraux									
Hommes	32.6	24.2	14.5	14.1	14.9	11.9	17.0	12.8	13.9
Femmes	40.5	34.6	13.6	14.4	13.3	12.6	14.0	17.3	18.5
Taux de salaires dans l'industrie et les transports ¹									
Lisbonne	32.3	18.7	11.9	15.7	12.5	12.8	7.2	9.4	11.6
Porto	38.5	27.8	11.5	22.1	11.9	9.8	3.8	6.6	12.8
<i>Salaires réels</i>									
Taux de salaires réels dans l'industrie et les transports ²									
Lisbonne	5.8	2.2	-6.8	-2.2	-0.2	-8.4	-15.7	-17.7	-16.1
Porto	9.6	7.9	-5.3	2.1	-0.5	-7.6	-13.4	-15.7	-16.3
Gains réels dans les industries de transformation ³									
Journaliers	18.2	16.9	6.2						
Mensuels	13.7	11.9	-0.2						

1 Dernière semaine complète de travail des mois de mars, juin, septembre, décembre.

2 Déflaté par la moyenne pondérée des indices de prix à la consommation publiés par l'INE pour six villes du continent.

Sources : Institut National de la Statistique, *Bulletin mensuel de statistique et Rapport de conjoncture* du Ministère du Travail.

La conjonction du ralentissement des salaires nominaux et du développement relativement rapide de la production devrait se traduire, pour la deuxième année consécutive, par une forte décélération de la hausse des coûts unitaires de main-d'œuvre en 1977. Dans le secteur industriel, la progression pourrait être particulièrement faible, ce qui devrait plus que compenser l'accroissement des prix des produits importés et permettre ainsi une reconstitution notable des profits. Toutefois, pour

16 Enquête couvrant les entreprises de plus de dix travailleurs.

17 Au taux de change d'octobre 1977, le salaire minimum se situait à 85 dollars par mois dans l'agriculture et à 110 dollars dans les autres secteurs. Le blocage porte sur les salaires mensuels de plus de 1 230 dollars.

l'ensemble de la période 1974-1977, l'augmentation des coûts unitaires de main-d'œuvre dépasse encore vraisemblablement celle des prix à la production. En dépit de la hausse rapide de ces dernières années, le niveau des salaires reste faible au Portugal; au premier trimestre de 1977, le salaire mensuel de base dans les secteurs non agricoles, à Lisbonne, était de 9 000 escudos, soit environ 260 dollars.

Le déficit extérieur

La situation de la balance des paiements portugaise s'est considérablement dégradée au cours de ces dernières années, faisant ainsi peser une contrainte majeure sur les décisions de politique économique. La balance des opérations courantes, qui avait enregistré des excédents substantiels de 1966 à 1973, s'est en effet soldée au cours de la période 1974-1977 par un déficit cumulé de plus de 4 milliards de dollars. Le déficit commercial, en augmentation rapide déjà depuis la fin des années 60, s'est fortement creusé. Mais alors qu'auparavant cette évolution avait été plus que compensée par des entrées nettes au titre des opérations invisibles courantes, notamment du tourisme et des remises d'émigrants, de 1974 à 1976, les recettes invisibles nettes ont sensiblement diminué, et, en dépit d'une nette amélioration en 1977, leur montant a vraisemblablement encore été inférieur à celui enregistré en 1973. La forte détérioration des termes de l'échange, consécutive au quadruplement du prix du pétrole et à l'envolée des cours des matières premières à la fin de 1973 et au début de 1974, a en effet eu, comme dans la plupart des autres pays Membres, une incidence défavorable sur la balance commerciale. Par ailleurs, la récession qui a frappé les pays industrialisés en 1974-1975 a entraîné une contraction des marchés à l'exportation et a gravement affecté les recettes invisibles courantes en provenance du tourisme et de l'émigration. Dans le cas du Portugal, toutefois, cette évolution a été aggravée par des ruptures d'activité et de comportement, ainsi que par les séquelles de la décolonisation, qui s'est traduite par une perte de marchés privilégiés et une pression sur la consommation résultant du retour des rapatriés. Les exportations et l'émigration ont aussi été affectées par les mesures protectionnistes prises par d'autres pays Membres.

Bien qu'assez contrastés d'une année sur l'autre, sur l'ensemble de la période 1974-1977, les mouvements de capitaux non monétaires sont restés relativement neutres. Le déficit très important de la balance des transactions non monétaires, résultant de l'évolution des opérations courantes, a donc été essentiellement financé par des emprunts auprès des Banques centrales étrangères et des institutions internationales, ainsi que par d'autres crédits officiels bilatéraux, et une mobilisation des importantes réserves de changes accumulées jusqu'en 1973. Les engagements nets du Portugal à l'égard de l'extérieur (privés et publics) se sont fortement accrus au cours de ces dernières années et le service de la dette extérieure a eu tendance à absorber une part croissante des exportations globales de biens et de services. Par ailleurs, le taux de change de l'escudo s'est fortement déprécié en 1976 et 1977.

Les exportations en volume qui s'étaient fortement contractées en 1974 et 1975 ont marqué en 1976 une reprise modérée (environ 5½%), qui paraît toutefois s'être quelque peu essouffée en 1977 (voir tableau 10). Pour les neuf premiers mois de l'année, le volume des ventes à l'étranger n'a probablement que très faiblement excédé le niveau de la période correspondante de 1976 et, selon des estimations officielles, en moyenne annuelle, la progression ne devrait être que d'environ 3% en 1977. Les exportations portugaises ont certes été affectées au cours de ces dernières années par des facteurs spéciaux ainsi que par les conséquences de la récession mondiale et la reprise relativement modérée du commerce international qui a suivi, mais cette évolution a été aggravée par une structure défavorable, tant par produits que par marchés géographiques, ainsi que par des pertes de parts de marchés substantielles. La part des pays de l'ancienne zone escudo, qui représentaient des marchés privilégiés, est passée d'environ 15% de l'ensemble des ventes en 1973 à moins de 5% vraisemblablement en 1977. En dépit de certains progrès, la diversification des

Tableau 8 **Balance des paiements**
En millions de dollars

	1973	1974	1975	1976	1976 I	1976 II	1977 1 ²
Exportations, fob	1 855	2 288	1 936	1 813	907	906	986
Importations, fob	-2 763	-4 277	3 606	3 907	1 828	2 079	2 140
Balance commerciale	-908	-1 989	-1 670	-2 094	-921	-1 173	-1 154
Services	153	55	-183	-105	-116	11	-90
<i>dont</i> : Tourisme	322	258	101	186	30	156	98
Transferts	1 104	1 111	1 037	973	386	587	518
<i>dont</i> : Remises des émigrants	n.d.	n.d.	821	914	376	538	541
Balance courante	349	-823	-816	-1 226	-651	-575	-726
Mouvements de capitaux	-142	272	-107	12	-45	57	-23
Privés	-37	354	-21	28	-39	67	-91
Publics	-105	-82	-86	-16	-6	-10	68
Balance de base	+207	-551	-924	-1 214	-696	-518	-749
Mouvements de capitaux à court terme et position extérieure des banques	130	-18	-109	238	-66	304	203 ²
Balance des règlements officiels	337	-569	-1 033	-976	-762	-214	-546
Mouvements monétaires	-8	0	346	858	582	276	445
<i>dont</i> : Tirages sur le FMI	—	—	—	176	113	63	52
Crédits à la Banque du Portugal	—	—	303	646	469	177	393
Variations de réserves (diminution = +)	-329	569	687	118	180	-62	101

1 Estimations.

2 Dont une augmentation des engagements nets des banques de 286 millions de dollars.

Source : Banque du Portugal, informations transmises au Secrétariat.

exportations est restée trop limitée; le vin, les conserves, la pâte à papier, le liège et les textiles (y compris les vêtements) interviennent encore pour près de la moitié des exportations globales. Les ventes se sont aussi durement ressenties des restrictions à l'importation imposées dans certains pays, notamment à l'encontre des produits textiles¹⁸, ainsi que de la concurrence de plus en plus vive exercée par certains pays en voie de développement. Les exportations sont de surcroît concentrées géographiquement sur des marchés ayant connu une croissance relativement lente. Le Portugal reste pratiquement absent des marchés des pays producteurs de pétrole dont l'expansion a été particulièrement vive depuis 1973¹⁹. Des efforts ont cependant été faits récemment pour développer les exportations vers les économies centralement planifiées, et celles-ci représentent actuellement 5% environ des exportations totales. Par ailleurs, la hausse extrêmement rapide des prix à la production imputable à la poussée des coûts unitaires de main-d'œuvre s'est vraisemblablement traduite, jusque vers la fin de l'année 1975, par une perte de compétitivité des produits portugais. En 1976 et 1977 la dévaluation de l'escudo et le ralentissement des coûts salariaux ont contribué à restaurer la compétitivité des exportations portugaises.

Tableau 9 Concentration des exportations
En pourcentage du total - en 1976

	Royaume- Uni	Alle- magne	France	Etats- Unis	Suède	Total 5 pays	Autres pays	Total II
Conserves								
I	4.5	6.3	2.2	9.9	0.8	4.6	7.4	6.0
II	13.8	11.3	3.1	11.3	1.0	40.5	59.5	100.0
Vin								
I	3.5	2.5	15.1	16.2	0.9	6.4	5.5	6.0
II	10.7	4.6	21.1	18.3	1.1	55.9	44.1	100.0
Textiles et vêtements								
I	37.1	9.8	13.1	12.5	49.0	26.2	18.1	22.3
II	30.5	4.8	4.9	3.8	17.0	61.0	39.0	100.0
Liège								
I	2.2	10.8	14.4	8.7	2.2	6.8	5.8	6.3
II	6.3	18.4	19.1	9.3	2.6	55.9	44.1	100.0
Pâte à papier								
I	9.4	6.5	19.7	0.0	0.1	7.9	4.9	6.4
II	26.8	10.8	25.6	0.0	0.2	63.4	36.6	100.0
Total 5 produits								
I	56.7	35.9	64.4	47.4	53.0	51.9	41.7	47.0
II	22.1	8.7	11.5	6.8	8.7	57.4	42.6	100.0
Autres produits								
I	43.3	64.1	35.6	52.6	47.0	48.1	58.3	53.0
II	15.0	13.0	5.6	6.7	6.8	47.2	52.8	100.0
Total								
I	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

I. En pourcentage des exportations vers chaque pays.

II. En pourcentage des exportations de chaque produit.

Source : INE, *Bulletin mensuel des statistiques du commerce extérieur*.

18 Plusieurs pays Membres ont imposé des restrictions à l'importation dans le cadre d'accords multilatéraux ou par d'autres mesures. Selon les calculs des experts portugais, les mesures protectionnistes prises par le Royaume-Uni, la Suède et la Norvège auraient porté sur plus de 20% de l'ensemble des ventes portugaises de textiles en 1976.

19 En 1976, les ventes aux pays producteurs de pétrole ne représentaient qu'environ 2% des exportations totales du Portugal contre près de 9% pour l'ensemble des pays de l'OCDE.

Tableau 10 Evolution du commerce extérieur en volume
 Pourcentage de variation par rapport à la période correspondante de l'année précédente

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977 janv./ sept.	En pourcentage du total aux prix de 1970	
								1970	1976
<i>Importations</i>									
Total	12.7	14.0	14.7	5.6	-26.3	15.0	14.6	100.0	100.0
dont :									
Produits agricoles	19.9	33.2	-3.9	18.8	-12.3	6.2	8.0	14.3	18.4
Produits minéraux	8.6	1.8	2.7	19.8	-10.1	6.4	5.3	10.0	9.9
Produits de l'industrie chimique et connexes	15.7	18.2	30.9	-6.3	-26.5	62.0	29.5	11.6	17.6
Textiles	11.1	15.8	25.5	-14.3	-29.6	34.2	0.0	10.9	10.9
Produits métalliques	18.4	-1.0	15.3	28.4	-33.0	23.2	36.3	10.7	11.7
Machines et appareils	9.2	11.6	7.6	20.0	-31.5	20.2	7.7	19.2	18.9
<i>Exportations</i>									
Total	6.2	11.1	14.9	-2.5	-13.2	5.4	2.5	100.0	100.0
dont :									
Produits agricoles	1.0	7.8	6.9	-23.0	9.6	22.1	6.9	20.9	20.7
Bois et liège	-3.5	10.8	13.6	-7.4	-17.7	26.6	-2.0	16.1	15.6
Textiles et chaussures	14.0	15.8	18.2	-6.0	-14.3	-7.9	-1.5		
Machines et matériel de transport	17.4	19.6	25.0	27.0	-19.7	-8.1	18.0	28.4	27.2

Source : Informations transmises par le Ministère du Commerce extérieur.

Après une forte baisse en 1975, les importations en volume se sont sensiblement redressées en 1976, mais leur niveau se situait encore à près de 8% en-dessous de celui enregistré en 1973. La reprise s'est poursuivie en 1977; selon des estimations provisoires du ministère du Commerce extérieur, par rapport à la période correspondante de 1976, la progression au cours des six premiers mois de l'année aurait été d'environ 16.5%. Cette évolution paraît essentiellement liée au raffermissement de l'activité, à la reprise des investissements et à un mouvement de reconstitution des stocks, dont l'ampleur demeure toutefois difficile à apprécier, mais qui pourrait avoir été très marquée. Il est aussi probable que les anticipations défavorables sur le taux de change ont joué un rôle. On ne dispose pas d'une classification par utilisation finale pour 1977, mais en 1976 ce sont, effectivement, les importations de biens intermédiaires qui ont marqué la progression la plus rapide. Les importations de produits agricoles ont marqué une vive croissance au cours du premier semestre de 1977, ce qui reflétait vraisemblablement l'effet de mauvaises récoltes, et on a assisté à une progression rapide des achats de machines et de matériel de transport. Un ralentissement sensible de l'expansion des importations est intervenu au troisième trimestre et sur l'ensemble de l'année, les experts portugais prévoient que leur croissance en volume pourrait être de l'ordre de 10%.

Cette forte progression des importations s'est produite en dépit de l'important dispositif adopté par les autorités dans le but de freiner les achats à l'étranger de biens non essentiels. En octobre 1976, la surtaxe à l'importation instaurée en 1975, et qui devait expirer en décembre 1976, a été prorogée pour 1977 et les taux relevés²⁰. D'autre part, un dépôt préalable à l'importation s'élevant à 50% de la valeur des achats, mais ne portant que sur un nombre restreint de produits représentant 7% du montant global des importations a été instauré. Un certain nombre de restrictions au

20 En 1976, la surtaxe portait sur des produits qui intervenaient pour environ 30% du montant global des importations. 29% des importations étaient sujettes à un taux de 30% et 1% à un taux de 60%.

financement des importations par crédit bancaire ont aussi été introduites. Par ailleurs, des restrictions quantitatives ont été imposées en février 1977, sur certains biens tels que les pièces détachées pour automobiles, des produits électro-ménagers, le café et les bananes (environ 6% des importations). L'impact de ces diverses mesures est difficile à apprécier. D'après les experts du ministère du Commerce extérieur, elles auraient exercé un effet de freinage sensible sur les importations de biens de consommation, mais elles n'auraient eu que peu d'influence sur les achats de produits intermédiaires²¹ et de biens d'équipement. Des facteurs spéculatifs ne sont pas étrangers à cette évolution, mais celle-ci paraît aussi liée au fait que l'élasticité prix de ces catégories d'importations est vraisemblablement assez faible.

Compte tenu de l'évolution des exportations et des importations décrite ci-dessus, les échanges en volume ont fortement contribué à l'aggravation du déficit commercial en 1976 et 1977. D'après les estimations du ministère du Commerce, approximativement corroborées par des calculs du Secrétariat, plus de la moitié du déficit enregistré en 1976 aurait été imputable au mouvement des volumes. Au premier semestre de 1977, cette proportion serait passée à environ 90%. Il convient toutefois de noter que la variation globale de la balance commerciale qui ressort des calculs du ministère du Commerce fait apparaître certaines divergences avec les chiffres du tableau 8. Plus généralement, le partage prix/volume est particulièrement incertain et les résultats varient sensiblement selon les méthodes de calcul utilisées.

Tableau 11 Balance commerciale : partage prix-volumes¹
(fob/fob) en millions d'escudos

Réduction du déficit = +	1974/1973	1975/1974	1976/1975
Volumes	-4 904	20 605	-13 749
Termes de l'échange	-21 480	-12 346	-9 117
Pétrole	-7 090	-2 206	-3 467
Autres	-14 390	-10 140	-5 650
Total	-26 384	8 259	-22 866

1 Sur la base des données douanières.

Source : Ministère du Commerce extérieur.

L'évolution des termes de l'échange a aussi eu une incidence défavorable, notamment en 1975 et 1976. En dépit de la forte progression des coûts et de la dépréciation de l'escudo, la hausse des prix à l'exportation (en escudos) a en effet été modeste au cours de ces deux années (cf. tableau 6a). Les niveaux des prix mondiaux ont pu jouer un rôle dans cette évolution, mais il est probable qu'en raison de difficultés financières les exportateurs portugais ont dû accepter une réduction substantielle de leur marge de profit, en liquidant notamment une partie de leurs stocks à des prix ne couvrant pas leurs coûts de production. Des sorties de capitaux déguisées sous forme d'une minoration de la valeur effective des exportations ont pu aussi intervenir. La forte augmentation des prix à l'exportation enregistrée en 1977 (30% environ selon les estimations officielles) s'est donc traduite par une reconstitution des marges bénéficiaires. Les prix à l'importation ont par contre continué de s'accroître à un rythme relativement rapide en 1975 et 1976 (respectivement 14% et 12%) par suite, notamment en 1976, de la dépréciation de l'escudo. Une forte accélération est intervenue en 1977 et, selon les estimations des experts nationaux, la hausse pourrait être d'environ

21 En 1976, les importations de matières premières agricoles et industrielles et de biens intermédiaires (y compris le pétrole) représentaient environ deux tiers des importations globales aux prix de 1970, et 70% aux prix courants.

33%. Compte tenu de l'évolution des prix à l'exportation, les termes de l'échange n'auraient donc que faiblement contribué à l'élargissement du déficit commercial en 1977. Au total, le solde déficitaire au titre des échanges de marchandises en valeur s'est accru au cours de ces dernières années, passant d'environ 1.7 milliard de dollars en 1975 à 2.1 milliards en 1976. Au vu de l'évolution au cours des neuf premiers mois de l'année²², et dans l'hypothèse d'un maintien de la tendance au quatrième trimestre, il pourrait être de l'ordre de 2.5 milliards de dollars en 1977.

Après avoir sensiblement diminué en 1974 et 1975, l'excédent traditionnel dégagé par les opérations invisibles courantes s'est à nouveau accru en 1976 et 1977. Les entrées nettes au titre du tourisme, qui étaient tombées à 100 millions de dollars environ en 1975, se sont considérablement redressées en 1976. Ce mouvement s'est poursuivi en 1977 et, au vu des résultats sur la période janvier-septembre²³, sur l'ensemble de l'année, l'excédent pourrait atteindre près de 270 millions de dollars. La diminution des recettes intervenue en 1976, en dépit de l'augmentation du nombre des touristes étrangers (4%) et de l'allongement de leur séjour au Portugal, pourrait être liée à des sorties de capitaux déguisées. Les recettes touristiques se sont toutefois substantiellement accrues en 1977. Les dépenses des résidents portugais à l'étranger se sont assez fortement réduites en 1976 et une stabilisation paraît s'être produite en 1977, ce qui s'explique vraisemblablement par le durcissement du contrôle des changes et la dépréciation de l'escudo. Le déficit qui s'est fait jour à partir de 1975 sur les revenus de l'investissement a eu tendance à s'aggraver rapidement au cours des deux années suivantes, de pair avec l'endettement croissant du Portugal. Selon des estimations officielles, il pourrait atteindre en 1977 environ 180 millions de dollars. Au total, compte tenu de l'évolution des autres postes, les sorties nettes enregistrées en 1975 et 1976 au titre des services pourraient faire place en 1977 à des entrées nettes d'environ 10 millions de dollars.

Le solde excédentaire des transferts qui avait marqué un recul en 1975 et 1976 s'est à nouveau élargi en 1977, sous l'effet notamment d'une forte progression des entrées nettes au titre des remises d'émigrants. Au cours des neuf premiers mois de l'année, celles-ci se sont élevées à près de 900 millions de dollars et, selon des estimations officielles, sur l'ensemble de l'année, l'excédent pourrait être de l'ordre de 1.2 milliard de dollars, soit environ 240 millions de plus qu'en 1976. La forte baisse de l'émigration a certes exercé un effet de freinage, de même que la décélération du rythme de croissance des rémunérations salariales dans les pays hôtes, mais la normalisation des conditions politiques au Portugal a probablement eu des effets favorables. Il est vraisemblable d'autre part que les mesures prises par les autorités pour attirer l'épargne des travailleurs émigrés ne sont pas étrangères à cette évolution²⁴. Au total, selon les estimations officielles, le déficit de la balance des opérations courantes pourrait être en 1977 du même ordre de grandeur qu'en 1976, soit environ 1.2 milliard de dollars.

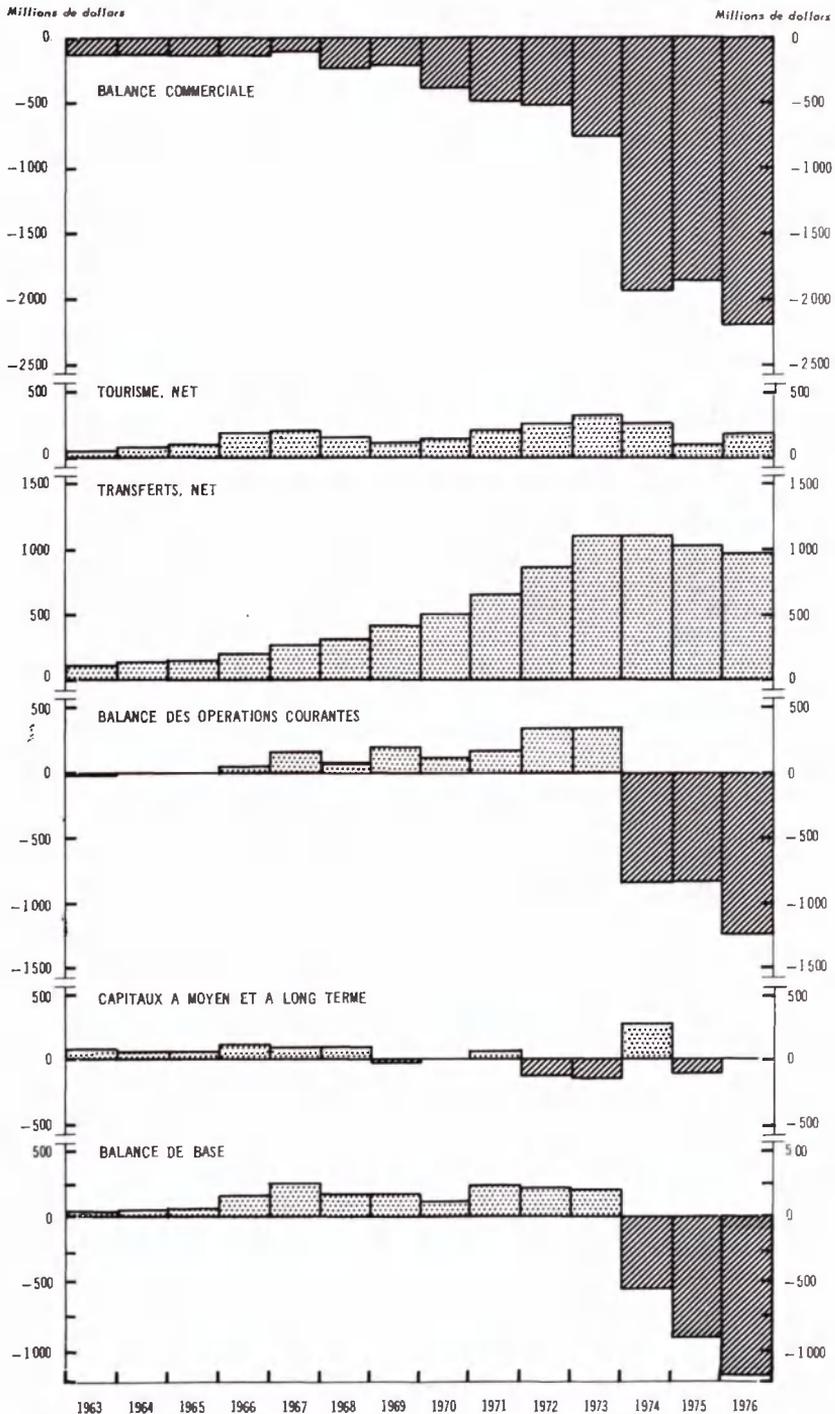
Les mouvements de capitaux non monétaires ont marqué au cours de ces dernières années une évolution contrastée, mais les flux nets sont restés relativement peu importants. Après avoir enregistré des soldes négatifs en 1975 et au premier semestre de 1976, les capitaux à moyen et long terme sont devenus excédentaires dans la deuxième partie de l'année. Les sorties nettes de capitaux publics vers l'ancienne zone

22 Selon des estimations provisoires, le déficit commercial Fob/Fob aurait atteint 1 800 millions de dollars au cours de la période janvier-septembre.

23 Selon des estimations provisoires, les entrées nettes au titre du tourisme se seraient élevées à 213 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de l'année, contre 70 millions durant la période correspondante de 1976.

24 Depuis la fin de 1976, les émigrants peuvent effectuer des dépôts à terme en devises, auprès des banques commerciales portugaises. Ces dépôts sont rémunérés au même taux d'intérêt que ceux pratiqués dans les pays d'origine et bénéficient d'une garantie de change, s'ils ne sont pas retirés avant l'expiration du terme. Jusqu'à présent, les émigrants n'ont pas effectué de dépôts importants selon ce système. Par contre, les dépôts en escudos, assortis de la possibilité d'obtenir des prêts à des taux préférentiels pour financer la construction ou l'achat de logements, ont connu un grand succès.

Graphique 3 Structure de la balance des paiements



Sources: Banque du Portugal, *Rapport annuel* et estimations du Secrétariat.

escudo, qui atteignaient encore près de 90 millions de dollars en 1975, ont pratiquement disparu en 1976. Les mouvements de capitaux privés ont pour leur part enregistré des évolutions assez différenciées d'une année sur l'autre. En 1974, les entreprises portugaises, et plus particulièrement les filiales de firmes étrangères, avaient très rapidement développé leurs emprunts à l'extérieur, ce qui avait entraîné d'importantes entrées nettes. En 1975, on a assisté à une réduction des investissements directs étrangers au Portugal, et comme les crédits à l'importation et les emprunts financiers ont aussi diminué, les mouvements de capitaux privés se sont soldés par un léger déficit. La normalisation des conditions politiques, l'introduction du dépôt à l'importation et de normes concernant le financement des achats à l'étranger, ont permis dans la deuxième moitié de 1976 un développement rapide des crédits commerciaux; malgré une nouvelle réduction des investissements directs et le remboursement d'emprunts contractés antérieurement, les mouvements de capitaux privés ont dégagé, en moyenne, en 1976, un petit excédent. Un déficit de 85 millions de dollars a de nouveau été enregistré au premier semestre de 1977. Au total, la balance de base s'est soldée en 1976 par un déficit du même ordre de grandeur que celui de la balance courante (1.2 milliard de dollars). L'excédent des mouvements de capitaux à court terme (y compris les erreurs et omissions) a cependant permis de ramener le déficit de la balance des transactions non monétaires à moins de 1 milliard de dollars. Au premier semestre de 1977, le déficit a été d'environ 830 millions de dollars.

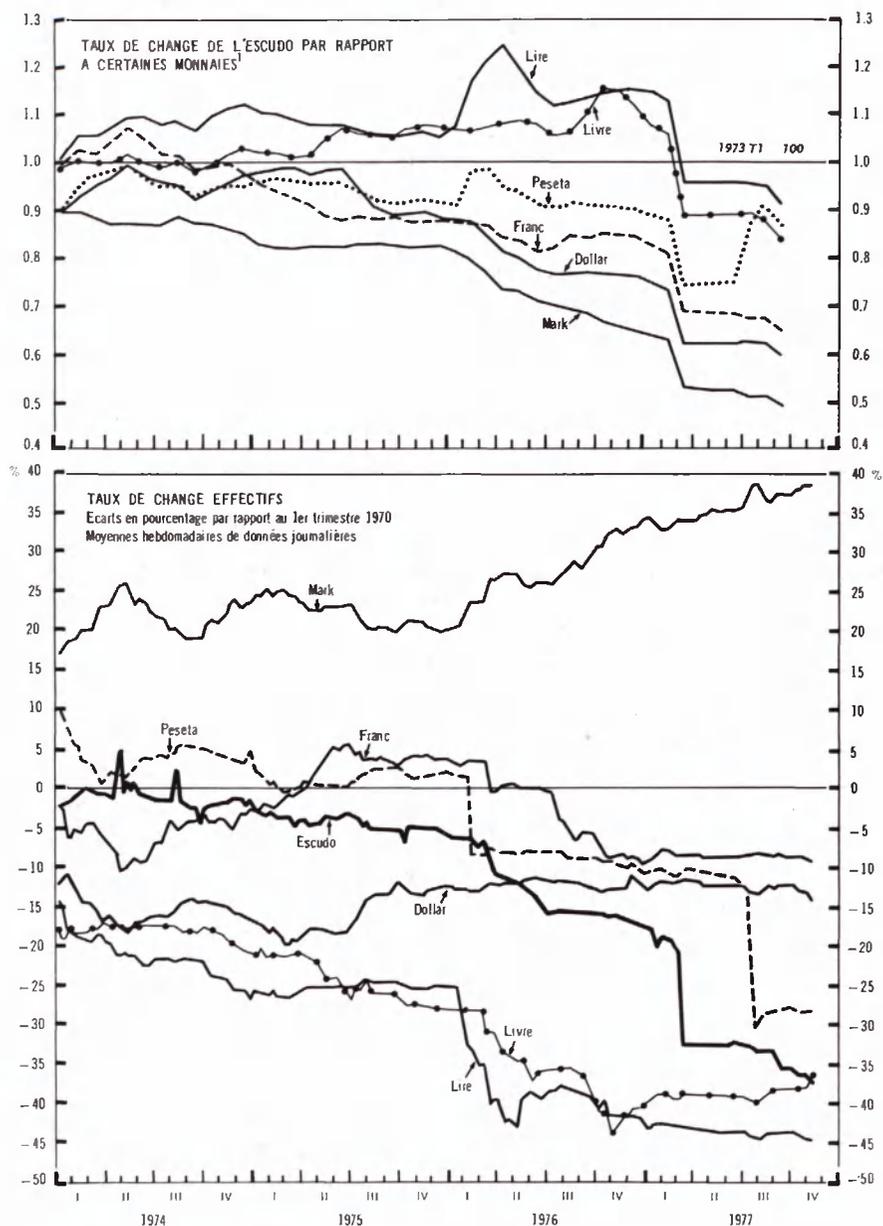
Dans un premier temps, le déficit de la balance des paiements a pu être financé pour l'essentiel par une ponction sur les réserves officielles de change qui atteignaient à la fin de 1973 2.85 milliards de dollars²⁵ et par l'utilisation des crédits disponibles auprès du FMI. Mais, devant la persistance d'un fort déficit et l'épuisement des réserves en devises, les autorités portugaises ont dû avoir recours de façon croissante à l'endettement extérieur, les réserves en or étant utilisées pour garantir les emprunts. En 1976, les emprunts nets du système bancaire, essentiellement la Banque du Portugal, se sont élevés à près de 700 millions de dollars²⁶. En outre, le Portugal a eu recours au mécanisme pétrolier du FMI (133 millions de dollars) et au « financement compensatoire » (68 millions de dollars). Par contre, la perte de réserve n'a été que de 118 millions de dollars contre près de 700 millions en 1975. Cette politique a été poursuivie au premier semestre de 1977; la Banque du Portugal a obtenu de nouveaux crédits à concurrence de 391 millions de dollars et un crédit « stand-by » de 50 millions de dollars a été octroyé par le FMI. A l'endettement officiel s'est ajouté un endettement substantiel des banques. Les engagements nets de ces dernières se sont en effet accrus de 268 millions de dollars au cours de la période. Enfin, en juin, certains pays de l'OCDE et le Venezuela ont annoncé leur intention de fournir des financements à long terme de 750 millions de dollars et l'octroi d'une nouvelle tranche de crédit est actuellement en cours de négociation avec le FMI.

L'endettement public extérieur du Portugal, y compris la Banque du Portugal, atteignait en août 1977 2.8 milliards de dollars, soit près de 17% du PIB, l'endettement total y compris le secteur privé s'élevant à plus de 4.2 milliards de dollars. On ne dispose pas de données fiables sur l'amortissement de la dette mais le service des intérêts s'est considérablement accru pour atteindre en 1977 220 millions de dollars. La position extérieure nette du système bancaire, qui était encore positive en décembre 1976, montrait en octobre un solde négatif de 800 millions de dollars, l'or étant estimé à 35 DTS l'once. Les réserves officielles de change, qui avaient fortement baissé en 1974-75, n'ont que peu diminué en 1976 et au premier semestre de 1977. Au cours de 1977, le stock d'or a été partiellement utilisé, passant de 860 tonnes en janvier à 800 tonnes en septembre. En novembre 1977, les réserves brutes des autorités monétaires s'élevaient à 4.1 milliards de dollars, l'or étant évalué aux prix du marché. Sur ce total, environ 2 milliards de dollars étaient libres de tout gage.

25 A concurrence de 41% en or (comptabilisé à 42 dollars l'once) et de 58% en devises.

26 Les prêts les plus importants ont été ceux de la Bundesbank, de la Banque des Règlements Internationaux et d'un Consortium de banques centrales.

Graphique 4 Taux de change



1 Unité de devise étrangère par escudo.

Source: OCDE Secrétariat.

Le déficit de la balance des paiements a aussi entraîné une forte dépréciation de l'escudo. Après être restée relativement modérée au cours de 1975, celle-ci s'est considérablement accentuée à partir du début de 1976. De janvier 1976 à mars 1977, la dépréciation effective a dépassé 27%, reflétant en partie la dévaluation de 15%

décidée en février dernier à l'égard du dollar. Puis, d'avril à août 1977, le taux de change de l'escudo s'est largement stabilisé, tant à l'égard du dollar qu'en termes effectifs. Enfin, à la fin du mois d'août, après que l'escudo ait enregistré une dépréciation de près de 4% par rapport au dollar, il a été décidé d'adopter un système de taux de change glissant pour les six mois à venir, au rythme de 1% par mois²⁷, la Banque du Portugal intervenant sur le marché à terme pour donner une garantie de change aux opérateurs. Il est encore trop tôt pour apprécier l'incidence de cette mesure sur les mouvements de capitaux et les réserves de change du Portugal. Conformément à la politique adoptée fin août, l'escudo a subi depuis septembre un glissement d'environ 1% par mois. A la fin octobre, la dépréciation vis-à-vis du dollar était de 22.5% par rapport aux taux en vigueur à la fin de 1976. Selon les estimations du Secrétariat, la dépréciation effective (pondérée par la structure du commerce) s'élevait depuis le début de 1974 à environ 36%.

III ORIENTATIONS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Dans une première étape, face aux bouleversements institutionnels, à la décolonisation et à la récession, les autorités se sont efforcées de répondre, au coup par coup, aux besoins les plus pressants, à travers une politique d'aisance monétaire et un développement rapide des dépenses publiques. Puis, à partir du milieu de 1976 et en 1977, après la normalisation des conditions politiques, la forte reprise de la production et l'aggravation de la situation sur le front des prix et de la balance des paiements, l'accent a été mis sur la restauration des équilibres. L'orientation de la politique monétaire a été progressivement infléchie dans un sens plus restrictif, tandis qu'un effort de restructuration des dépenses publiques était entrepris. La politique des prix et des revenus, ainsi que les mesures concernant la balance des paiements et la politique du taux de change ont été décrites dans la partie II. Enfin, divers textes de lois ont été votés pour clarifier les règles du jeu économique.

Politique monétaire

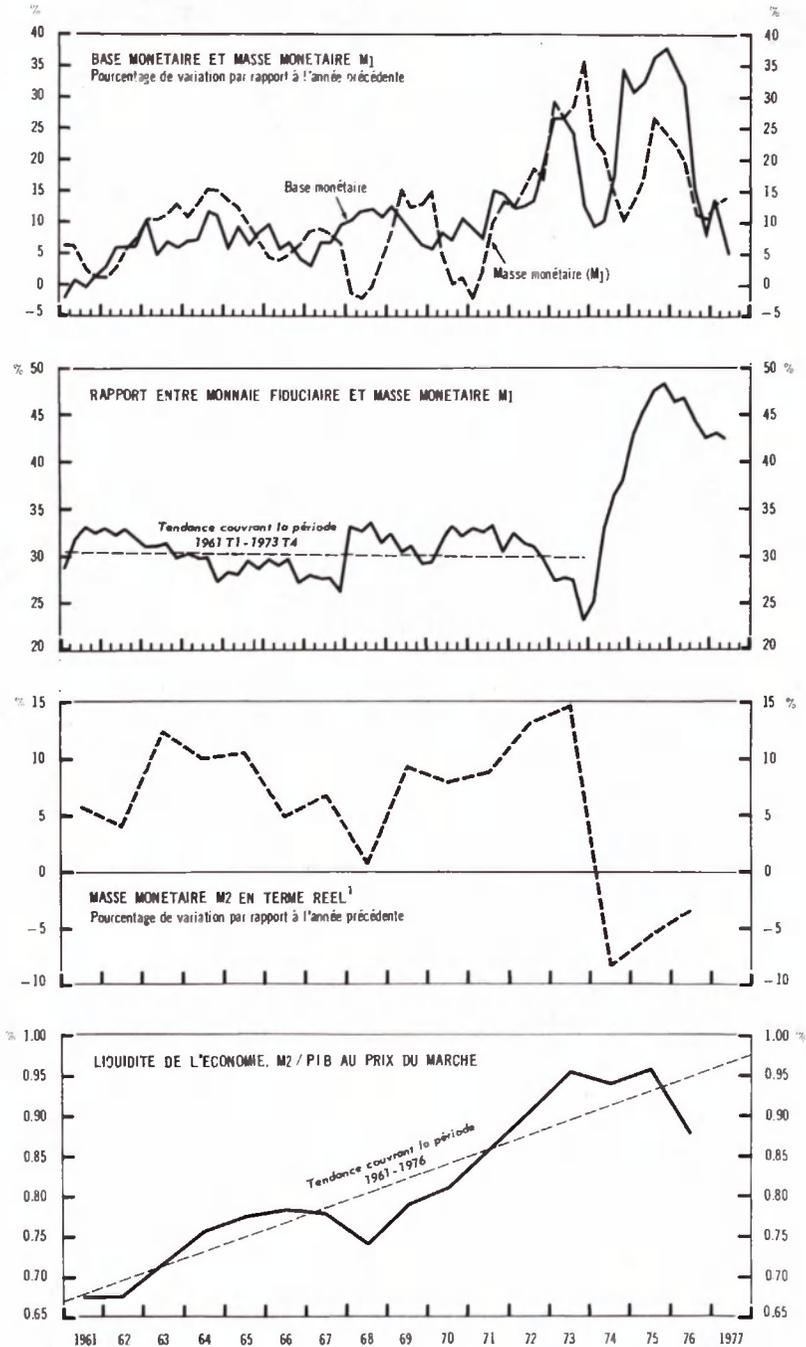
De la mi-1974 jusqu'à la mi-1976, la Banque centrale a plus que compensé l'incidence restrictive de la diminution des réserves de change sur la base monétaire²⁸, en octroyant directement des crédits au secteur public et en élargissant les lignes de réescompte. Toutefois, en raison d'une modification du multiplicateur monétaire, résultant d'une préférence accrue du public pour la monnaie fiduciaire due aux circonstances exceptionnelles, la forte progression de la base monétaire enregistrée jusqu'au deuxième trimestre de 1976 n'a donné lieu qu'à une croissance beaucoup plus modérée de la masse monétaire (M2), à un rythme annuel de l'ordre de 14%. Par ailleurs, le taux d'escompte qui avait été relevé en deux étapes de 2.5 points au deuxième semestre de 1974, pour être porté à 7.5%, a été ramené à 6.5% en décembre 1975, mais les taux des banques commerciales n'ont pas été modifiés. Au total, il est difficile d'apprécier quelle a été l'incidence effective de la politique monétaire au cours de cette période, mais il ne semble pas que les effets expansionnistes aient été importants.

A partir de l'été 1976, l'orientation de la politique monétaire est devenue plus prudente. Mais, comme l'attitude du public à l'égard de la monnaie fiduciaire s'est sensiblement modifiée, on a assisté à une reconstitution des dépôts auprès du système bancaire et à un gonflement des réserves des banques. Bien que le rythme de progression de la base monétaire se soit sensiblement ralenti, par suite de l'incidence restrictive exercée par la perte des réserves officielles de change et d'une décélération marquée

27 Taux de change effectif par rapport à un « panier » de devises étrangères.

28 Numéraire en circulation du secteur privé non bancaire et réserves du système bancaire.

Graphique 5 Variables monétaires



¹ Déflaté par l'indice des prix à la consommation, Lisbonne hors loyers.

Sources: FMI, *Bulletin Mensuel de Statistique* de l'Institut National de Statistique.

des crédits de la Banque centrale aux administrations publiques et aux institutions financières (y compris les banques)²⁹, le taux de croissance de la masse monétaire (M2) s'est progressivement accéléré pour atteindre près de 24% au troisième trimestre de 1977 (par rapport à la période correspondante de l'année précédente). Les dépôts à vue des entreprises et particuliers se sont accrus rapidement, mais ce sont surtout les disponibilités quasi monétaires qui ont marqué la progression la plus sensible, en liaison avec la politique différentielle des taux d'intérêt. Le degré de liquidité de l'économie mesuré par le rapport entre la masse monétaire (M2) et le PIB nominal a eu cependant tendance à décroître.

Du côté des contreparties de la masse monétaire (M2), l'impact négatif exercé par le déficit de la balance des paiements a eu tendance à s'accroître, mais l'expansion du crédit intérieur s'est sensiblement accélérée. Les crédits accordés par le système bancaire aux administrations publiques ont continué à s'accroître rapidement jusqu'au troisième trimestre de 1977, bien qu'à un rythme nettement moins fort qu'au cours du premier semestre de 1976, tandis que l'expansion des crédits aux entreprises et particuliers s'est progressivement accélérée. A cet égard, les crédits octroyés par les banques commerciales se sont accrus à un rythme nettement plus rapide que ceux de la « Caisse Générale des Dépôts » et des caisses d'épargne. A en juger par la forte augmentation des dépôts à terme auprès des banques des entreprises, la position de liquidité de ces dernières paraît s'être sensiblement améliorée au cours de la période. Il est possible, cependant, que l'offre de crédit ait été contrariée par des contraintes d'ordre administratif et notamment par la difficulté d'obtenir des garanties publiques³⁰. Il ne faut pas oublier d'autre part que les crédits obtenus à l'extérieur par les entreprises se sont aussi accrus.

Devant l'aggravation de l'inflation, le déficit croissant de la balance des paiements et la dépréciation de l'escudo, la politique des taux d'intérêt a été progressivement durcie. En juillet 1976, les conditions débitrices des institutions de crédit ont été relevées de 1% pour les taux à court terme et de 0.5% pour les taux à moyen et long terme. Les taux créditeurs n'ont toutefois pas été modifiés. Le taux d'escompte minimum de la Banque centrale a été porté à 8% en février 1977 et à 13% en août, ce qui s'est accompagné d'un relèvement substantiel des taux débiteurs des institutions de crédit. La hausse a été en moyenne comprise entre 5½% et 6%. Le niveau des taux à court terme varie donc actuellement de 9.75 à 16.50% et celui des taux à moyen et long terme de 17 à 18.75%. Mais alors que les taux sur les dépôts à vue sont restés inchangés, ceux des dépôts à terme de plus de six mois ont été sensiblement relevés, afin de canaliser l'épargne disponible vers des placements à plus long terme. En raison de la hausse très rapide des prix, les taux d'intérêt réels sont restés largement négatifs. Au total, les mesures prises dans le domaine monétaire en février dernier ne semblent pas avoir exercé un effet très restrictif. Les décisions adoptées en août apparaissent à cet égard nettement plus importantes, mais celles-ci sont encore trop récentes pour qu'on puisse juger de leur effet.

Une série de mesures techniques, administratives et institutionnelles, prises en 1977, ont élargi la gamme des instruments utilisés pour la conduite de la politique monétaire. Des objectifs ont été annoncés pour la croissance de certains agrégats. C'est ainsi que le taux d'expansion de la masse monétaire (M2) a été fixé pour 1977 à environ 24-25% et celui du crédit intérieur à approximativement 28-29%. Un marché monétaire interbancaire a été institué; ses dimensions sont certes modestes mais il devrait permettre une utilisation plus rationnelle des réserves excédentaires. Par ailleurs, toutes les institutions financières sont désormais tenues d'observer des taux de

29 En ce qui concerne le crédit aux administrations, cette évolution s'explique essentiellement par le fait qu'au début de 1975, le montant des prêts accordés par la Banque centrale était très faible. L'augmentation des flux s'est donc initialement traduite par des taux de progression extrêmement forts. Ceux-ci ont eu tendance à diminuer lorsque les crédits ont atteint des montants plus élevés.

30 En 1976, le gouvernement a cessé de garantir automatiquement les crédits bancaires accordés aux entreprises nationalisées, ce qui a entraîné un allongement de la procédure d'obtention des crédits.

Tableau 12 Masse monétaire et contreparties

	Encours au 31-12-76 (en milliards d'escudos)	Pourcentage de variation par rapport à la période correspondante de l'année précédente, en fin de période							
		1975	1976				1977		
		T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3
Disponibilités monétaires (M1)	245.1	24.5	22.7	19.7	11.6	10.7	13.2	15.0	14.0
Billets et monnaie en circulation	110.4	57.5	32.1	22.8	4.1	-2.5	-0.5	-1.9	1.2
Dépôts à vue des entreprises et particuliers	134.6	4.1	15.6	17.1	18.4	23.0	25.6	30.4	24.9
Disponibilités quasi monétaires (M2)	212.9	-1.0	5.1	7.5	20.3	27.4	28.7	32.7	34.8
Total de la masse monétaire (M2)	458.0	12.6	14.2	14.0	15.5	17.5	20.4	23.2	24.0
Contreparties									
Avoirs extérieurs nets ¹	11.0	-38.5	-42.3	-60.1	-59.6	-61.0	-99.2	— ²	— ³
Crédit intérieur total	486.6	19.1	20.4	21.5	23.3	24.8	28.4	29.2	31.8
Crédit aux entreprises et particuliers ²	410.9	11.4	10.0	12.2	14.1	19.5	21.0	21.4	27.0
Crédit net au secteur public	75.7	266.4	433.5	264.0	167.1	76.7	83.0	84.1	58.7
Divers, nets	-39.6	—	—	—	—	—	—	—	—

1 L'or étant comptabilisé à 35 DTS l'once.

2 Y compris les institutions financières non monétaires.

3 A partir du deuxième trimestre de 1977, les encours sont négatifs.

Source : Banque du Portugal, rapports annuels et informations transmises par les autorités portugaises.

réserves minima obligatoires et des pénalités ont été introduites afin que cette clause soit respectée. L'objectif principal de cette réforme est de permettre à la Banque du Portugal d'exercer un contrôle plus étroit sur l'évolution de la base et de la masse monétaire. Les banques commerciales peuvent désormais accorder des crédits à moyen et à long terme. Il s'agit là d'une mesure importante, compte tenu du fait que ces crédits étaient jusqu'ici réservés aux autres institutions de crédit, telles que la Caisse Générale des Dépôts, les caisses d'épargne ou la Banque de développement. Le marché des actions a été de nouveau ouvert au début de 1977, mais il est resté très étroit. En résumé, ces réformes sont encore trop récentes pour juger de leur effet, elles pourraient toutefois permettre aux autorités monétaires de conduire à l'avenir une politique nettement plus active.

Politique budgétaire

L'effet expansionniste des opérations des administrations publiques (y compris la Sécurité sociale), déjà important en 1974 et 1975, paraît s'être accentué en 1976. Les recettes se sont développées à un rythme élevé, moins rapide toutefois que celui des dépenses. Le besoin de financement du secteur public s'est élargi pour atteindre environ 9% du PIB. En 1977, les autorités portugaises se sont efforcées de réduire ce déficit en limitant la progression des dépenses courantes, mais les résultats provisoires pour le compte de l'Etat indiquent que celui-ci devrait rester très important. Le projet de budget pour 1978, récemment présenté au Parlement, traduit une orientation nettement plus restrictive.

La progression rapide enregistrée en 1974-75 par les dépenses des administrations publiques s'est encore accélérée en 1976, pour atteindre, en termes de comptabilité nationale, 32,2% du PIB pour les dépenses courantes et 5% pour les dépenses en capital. Cette évolution a reflété, entre autres facteurs, l'élargissement du

Tableau 13 Compte du secteur public dans l'optique de la comptabilité nationale
En milliards d'escudos

	Secteur public				Etat			
	1975	1976 ¹	1977 ²	1978 ²	1975	1976 ¹	1977 ²	1978 ²
Recettes courantes	93	127	183	233	47	68	94	144
Impôts directs	20	25	33	106	14	19	26	40
Cotisations de Sécurité sociale	27	33	52		62	88		
Impôts indirects	42	62	86	115	31	45	62	88
Autres recettes	4	7	12	12	2	4	6	16
Dépenses courantes	103	153	198	231	64	88	120	153
Biens et services	58	83	100	116	38	56	70	82
Subventions	8	19	27	33	3	6	9	11
Transferts	34	46	59	60	20	22	29	40
Intérêts	3	5	12	22	3	5	11	20
Epargne courante	-9	-26	-15	+2	-17	-20	-25	-8
Opérations en capital net	-11	-19	-38	51	-10	-16	-25	-37
dont : Transferts versés	6	9	11	4	10	11	9	14
Formation brute de capital	10	15	37	51	6	9	26	32
Besoin de financement	-21	-46	-52	-49	-26	-36	-50	-45

1 Estimations.

2 Prévisions.

Sources : Banque du Portugal, Ministère des Finances et informations transmises par les autorités portugaises.

rôle du secteur public dans l'économie portugaise³¹. En 1975, les transferts avaient marqué une très forte progression en raison de l'élargissement des prestations de sécurité sociale, de la création d'une allocation de chômage, et de la prise en charge des rapatriés. En 1976, ce sont les subventions qui ont connu un développement rapide (157%), ce poste recouvrant aussi bien les subventions aux entreprises publiques que les subventions aux prix par l'intermédiaire du Fonds d'approvisionnement. Bien que plus modérée, l'expansion des achats de biens et services s'est aussi poursuivie à un rythme soutenu, par suite notamment de l'augmentation des traitements des fonctionnaires. Les dépenses d'investissement ont continué de progresser rapidement; outre la formation brute de capital fixe des administrations, celles-ci recouvrent cependant pour une part des apports en capital aux entreprises publiques et la consolidation de dettes à l'égard des anciennes colonies. Au total, la part des dépenses publiques dans le PIB a très fortement augmenté en 1976 mais elle restait toutefois inférieure à ce qui était observé dans de nombreux pays de l'OCDE.

Face à l'accélération des dépenses, les recettes ont marqué en 1976 une nette récupération, insuffisante toutefois pour empêcher un élargissement du déficit du secteur public. Leur évolution a été affectée par plusieurs facteurs jouant en sens opposé. En décembre 1975, il a été décidé d'autoriser des délais de recouvrement pour certains impôts³². A l'inverse, le recouvrement des arriérés de 1974 et 1975 de l'impôt complémentaire a été accéléré. Les taux des principaux impôts directs et indirects ont été relevés³³, tandis que la surtaxe à l'importation introduite en mai 1975 a porté ses pleins effets. A l'augmentation des recettes fiscales, s'est ajouté un fort accroissement des autres revenus courants découlant pour l'essentiel des profits de la Banque du Portugal. Néanmoins, le déficit du secteur public s'est accentué tant au niveau de l'épargne courante que du besoin de financement. La décomposition par agents montre que l'essentiel de ce déficit est dû aux opérations de l'État, mais l'excédent traditionnel des collectivités locales et des fonds et services autonomes s'est amenuisé. Il convient de rappeler que ces fonds tirent, pour l'essentiel, leurs ressources de taxes spécifiques sur certains produits, en particulier les produits pétroliers et pour le Fonds de chômage des cotisations d'assurance chômage. L'excédent de ces fonds est reversé à l'État pour financer ses investissements. Quant à la Sécurité sociale, les comptes pour 1976 font apparaître un déficit courant de près de 10 milliards d'escudos (soit 2% du PIB), contre un déficit de moins de 3 milliards en 1975 et un excédent au début des années 70. Ce déficit trouve, pour une part, son origine dans un retard de recouvrement des cotisations, lequel a entraîné une perte de plus de 10 milliards d'escudos en 1976. Il faut par ailleurs signaler que depuis 1976 les versements d'allocations de chômage sont effectués par la Sécurité sociale, qui reçoit les transferts correspondants du Fonds de chômage, cette opération ne devant pas affecter le solde. Le découvert du secteur public a été pour l'essentiel financé par des emprunts auprès du système bancaire et plus particulièrement auprès de la Banque du Portugal; ceux-ci ont atteint près de 33% des dépenses publiques.

Devant l'accroissement des déséquilibres et la nécessité d'une politique de stabilisation, les autorités portugaises ont sensiblement modifié l'orientation de la politique budgétaire en 1977. Le projet de budget présenté à l'automne de 1976 marquait un changement de tendance par rapport aux années précédentes. Il prévoyait une réduction du déficit courant du secteur public, grâce à un excédent substantiel des fonds autonomes et un retour à l'équilibre de la Sécurité sociale qui devaient compenser l'accroissement de déficit courant de l'État. Les dépenses courantes des administrations devaient progresser de 20% aux prix courants, tandis que le secteur

31 Sur l'importance du secteur public, voir *Étude économique du Portugal*, novembre 1976.

32 Il s'agit de l'impôt industriel (sur les profits), de l'impôt sur les transactions et de l'impôt professionnel (sur les revenus).

33 Les taux de la taxe sur les transactions ont été relevés en janvier 1976 entre 3 et 10 points de pourcentage suivant les opérations; les droits de timbre ont été substantiellement accrus; enfin, en août, les impôts directs ont été augmentés de 10%.

Tableau 14 Budget de l'Etat
Définition administrative - en milliards d'escudos

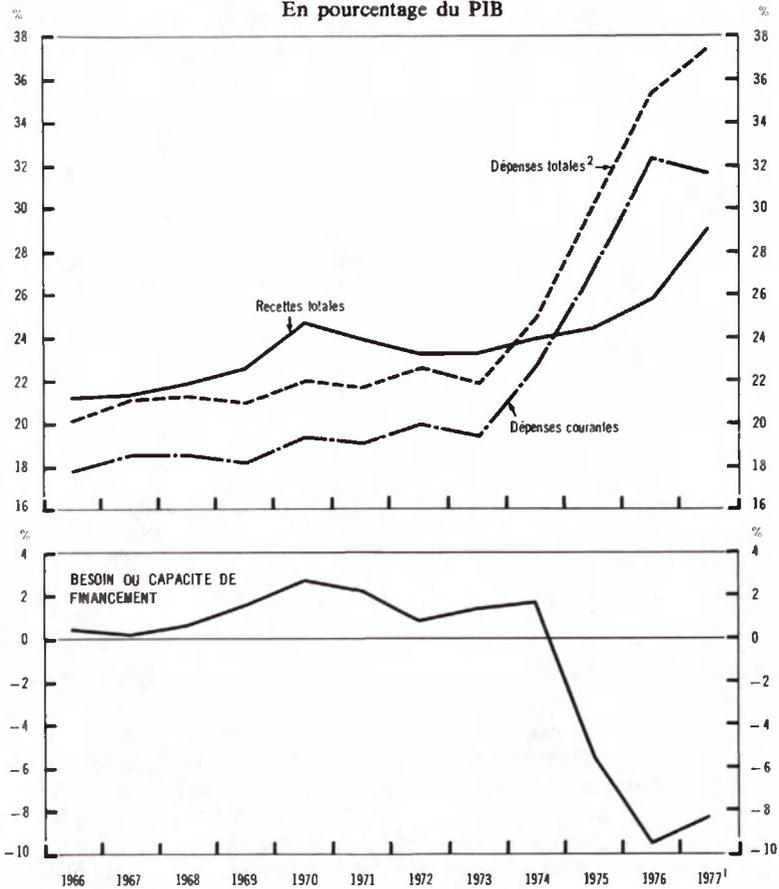
	1975	1976		1977		1978
	Résultats	Prévisions	Résultats	Prévisions	Prévisions révisées	Prévisions
Recettes	58.4	70.7	77.6	99.2	112.0	164.2
Impôts directs	16.5	19.9	21.2	24.4	28.9	43.5
Impôts indirects	30.5	39.0	44.7	53.7	62.1	88.1
Autres	11.4	11.8	11.7	21.1	21.0	32.6
Dépenses	84.8	102.9	122.4	156.0	168.7	217.1
Intérêts de la dette publique	2.6	3.4	5.7	11.5	11.2	19.7
Subventions	2.8	2.3	5.2	5.0	8.0	10.6
Investissements du Plan	13.2	22.7	19.3	35.0	35.0	45.0
Salaires et achats de biens et services	30.7	39.8	40.7	104.5	114.5	67.8
Autres	35.5	34.9	51.5			
Solde	-26.4	-32.2	-44.8	-56.8	-56.7	-52.9
Amortissement de la dette	-1.8	-2.6	-2.3	-3.1	-3.2	-5.7
Emission de la dette publique	-28.2	-34.8	-47.1	-59.9	-59.9	-58.6

Sources : Banque du Portugal, Ministère des Finances et informations transmises par les autorités portugaises.

public devait continuer d'exercer un soutien à l'activité par un développement rapide des dépenses en capital (29%). Ce projet de budget a été largement amendé au printemps de 1977 et le budget révisé prévoit une croissance des dépenses et des recettes nettement plus rapide, conduisant toutefois à une réduction du déficit courant et du besoin de financement, tels qu'ils apparaissaient dans le budget initial. Du côté des dépenses, les opérations courantes devaient progresser de 29%, des révisions importantes en hausse ayant été apportées aux prévisions concernant les subventions et les transferts, tandis que le montant des dépenses en capital était supposé doubler. Les recettes courantes révisées devaient s'accroître de 44%. En ce qui concerne la fiscalité indirecte, l'impôt sur les transactions a en effet été augmenté de 20% en février 1977, le prix de l'essence a été relevé deux fois en janvier et en août. Par ailleurs, les cotisations à la Sécurité sociale ont été portées de 23.5% à 26.5% du salaire. Enfin, les hausses de prix très importantes décidées au début de l'année sur les services publics et certains produits alimentaires devaient permettre de réduire les subventions.

Les indications disponibles en termes de réalisations ne portent que sur les dix premiers mois de l'année et ne concernent que les opérations de l'État, selon une nomenclature administrative qui ne permet pas une décomposition des flux économiques. Par rapport à la période correspondante de l'année précédente, les recettes fiscales ont progressé de 39%, soit un taux voisin de celui retenu dans le budget révisé (37%). Par contre, les autres recettes en provenance des fonds autonomes ont pratiquement stagné. L'expansion des dépenses a été légèrement plus rapide que le taux prévu pour l'année. Au total, pour les dix premiers mois, le déficit de l'État est passé de 8.5 milliards d'escudos en 1976 à 19.9 milliards en 1977. Compte tenu d'un décalage possible des opérations d'une année sur l'autre, et de la forte saisonnalité des opérations budgétaires, ces résultats partiels ne sont pas extrapolables sur l'ensemble de l'année et il est difficile de dire si la prévision officielle d'un déficit de 54 milliards d'escudos (soit 8% du PIB) sera réalisée. Comme il apparaît actuellement que les arriérés de cotisations de Sécurité sociale ne pourront sans doute pas être recouverts en 1977, le déficit de l'ensemble des administrations publiques pourrait, au total, rester proche de 10% du PIB. Le financement du déficit du Trésor (55.5 milliards) sera

Graphique 6 Compte du secteur public
En pourcentage du PIB



1 Prévisions officielles.

2 Dépenses courantes, investissements et solde des transferts en capital.

Sources : Institut national de la Statistique, ministère des Finances et Secrétariat de l'OCDE.

assuré pour l'essentiel par le système bancaire, le placement de titres de la dette publique auprès du secteur privé pouvant atteindre au maximum, selon les experts portugais, 5.2 milliards d'escudos.

Le projet de budget pour 1978, publié en octobre dernier, témoigne de la volonté des pouvoirs publics de poursuivre l'effort de réduction du déficit des finances publiques avec, en particulier, une stagnation de la consommation publique en volume. Un nouvel alourdissement de 10 à 15% des principaux impôts est prévu qui devrait permettre une progression des recettes fiscales de l'État de 43%, dont près de la moitié provenant de l'augmentation des taux d'imposition et de la création de quelques impôts nouveaux. En pourcentage du PIB, la pression fiscale³⁴ passerait de 14.1% en 1977 à 15.8% en 1978. Les dépenses courantes de l'État progresseraient de 33%³⁵, avec un ralentissement de la progression des salaires (17%) et des achats de biens et

34 A l'exclusion des cotisations sociales et des impôts perçus par les autres agents du secteur public.

35 Y compris les effets de la budgétisation des dépenses médicales (11 milliards d'escudos) qui ne seront compensés que pour moitié par des transferts à l'État de la sécurité sociale.

services mais une augmentation proche du doublement de la charge de la dette³⁶. Ce poste, pratiquement négligeable en 1974, représentera 11.6% des dépenses courantes en 1978. Ainsi, le déficit courant de l'État³⁷ serait ramené de 23 milliards d'escudos en 1977 à 5.7 milliards en 1978. Par contre, les dépenses en capital (y compris les transferts et les augmentations de capital des entreprises publiques) devraient connaître une nouvelle accélération et le besoin de financement de l'État n'enregistrerait qu'une faible réduction. S'agissant des autres agents du secteur public, on prévoit que les dépenses des fonds autonomes devraient connaître un sensible ralentissement. Les comptes de la Sécurité sociale devraient rester proches de l'équilibre sous l'hypothèse d'un recouvrement des arriérés de cotisations impayées, mais celui-ci pourrait s'avérer difficile. Au total, pour l'ensemble du secteur public, le solde des opérations courantes pourrait dégager un léger excédent tandis que le besoin de financement se situerait à 49 milliards d'escudos (soit de l'ordre de 6% du PIB) contre 52 milliards en 1977.

Autres mesures de politique économique

Par ailleurs, les autorités se sont efforcées de clarifier les règles du jeu économique par l'adoption de différents textes de lois visant à permettre le fonctionnement d'une économie de marché, parallèlement à l'existence d'un secteur public important. Les principaux problèmes portaient sur la définition de la frontière entre le secteur privé et le secteur soumis à l'intervention directe de l'État, le mode de gestion des entreprises privées et la réforme agraire. Les limites du secteur nationalisé ont été définies par une loi qui réserve aux entreprises publiques les secteurs des mines et du ciment, les transports et télécommunications, les banques et les assurances. D'autre part, une loi votée en août 1977 organise l'indemnisation des anciens propriétaires par le versement de titres publics³⁸. Enfin, dans les entreprises où l'État était intervenu pour empêcher une faillite, les entreprises considérées comme viables devraient être restituées au secteur privé et pourraient recevoir un appui financier spécial des banques, les autres devant disparaître. Mais il est encore difficile de juger des réalisations pratiques en ce domaine. D'autre part, un nouveau code des investissements étrangers a été publié, plus libéral tant en ce qui concerne les possibilités de transferts de profit que les garanties de change. Au niveau de la gestion des entreprises privées, l'exercice du droit de grève a été réglementé. Enfin, en août 1977, il a été décidé d'autoriser les entreprises à suspendre les contrats de travail pour causes économiques, les salariés recevant une allocation chômage et conservant un droit prioritaire à réintégration.

En ce qui concerne la réforme agraire, un nouveau texte, voté en août 1977, d'une part élargit dans certains cas les droits des propriétaires privés et d'autre part pénalise les propriétaires qui n'exploitent pas directement la terre. Il favorise en outre la constitution de coopératives plutôt que d'unités d'exploitation collective par des travailleurs. L'application de cette loi a cependant donné lieu à certaines difficultés. A la même date, une nouvelle loi de l'affermage rural a aussi été publiée. Par ailleurs, le système de crédit agricole a été sensiblement réaménagé, avec la création d'un Institut spécialisé (IFADAP). La persistance de tensions dans le secteur agricole rend toutefois difficile la mise en œuvre de mesures à long terme.

36 Les prévisions budgétaires pour 1978 ne prennent pas en compte les intérêts qui seront versés sur la dette publique à émettre pour indemniser les anciens propriétaires des entreprises nationalisées.

37 Sur une base administrative.

38 Ce texte vient d'être publié mais on ne connaît pas encore toutes les modalités pratiques d'application. Ces titres pourraient être utilisées pour financer, sous certaines conditions, des investissements. La charge de la dette au titre de ces opérations a été estimée par les experts portugais à environ 6 milliards d'escudos en 1978, mais les délais d'application pourraient être tels que les premiers versements n'auraient lieu qu'en 1979.

IV PERSPECTIVES ET PROBLÈMES DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Évolution prévisible pour 1978

Lorsque le Comité d'Examen des Situations Économiques et des Problèmes de Développement de l'OCDE a procédé, le 9 décembre 1977, à son examen annuel de l'économie portugaise, le gouvernement venait juste de ne pas obtenir un vote de confiance au Parlement et, c'est pourquoi, les représentants portugais ont dû réserver leur position sur les politiques économiques qui pourraient être mises en œuvre ultérieurement. De fait, tant que les choix de politique économique du prochain gouvernement ne sont pas connus, il n'est pas possible de discuter, en termes précis, des perspectives pour 1978. Le gouvernement précédent avait élaboré des objectifs macro-économiques globaux pour l'année prochaine et bien que la politique n'eût pas été définie en détail, l'orientation générale devait rester clairement restrictive étant donné la nécessité de réduire le déficit extérieur. Le projet de budget présenté au Parlement par le gouvernement sortant revêt un caractère assez nettement restrictif. La consommation publique, qui a constitué un facteur important de soutien de l'activité au cours des années récentes, devrait stagner en volume. Le niveau des transferts de l'ensemble des administrations devrait rester pratiquement inchangé aux prix courants et la pression fiscale devrait augmenter pour atteindre 27.3% du PIB (contre 26.4% en 1977). L'effet défavorable sur la demande des opérations courantes du secteur public devrait toutefois être partiellement compensé par une progression rapide des dépenses en capital. La politique monétaire devait être aussi plus restrictive qu'en 1977. Les taux d'intérêt ont été substantiellement relevés en août et les autorités monétaires avaient annoncé leur intention de contrôler plus activement l'affectation sectorielle des crédits. Un encadrement quantitatif du crédit bancaire était envisagé, mais ses modalités n'avaient pas encore été définies. Enfin, il était projeté de soumettre la progression des salaires à un nouveau plafond qui devait être négocié avec les partenaires sociaux.

Les objectifs officiels macro-économiques pour 1978 étaient considérés comme compatibles avec l'objectif prioritaire d'une réduction du déficit extérieur courant à environ 800 millions de dollars. On s'attendait à une croissance du PIB de 3 à 4% en volume reposant exclusivement sur le secteur extérieur, alors que la demande intérieure devait stagner en volume. La consommation privée ne devait s'accroître que très faiblement et il était prévu que la consommation publique resterait approximativement au même niveau qu'en 1977. La progression encore rapide des investissements fixes (de l'ordre de 8%) devait être plus que compensée par une contribution négative de la formation de stocks. Les exportations devaient augmenter à un rythme soutenu et les importations baisser de façon sensible en volume. Enfin, une hausse des prix à la consommation de l'ordre de 20% était envisagée.

Indépendamment du fait que, comme on l'a noté, la politique économique pour 1978 n'est pas encore définie, le manque d'informations statistiques de base (on ne dispose pas encore des résultats complets pour 1976 en termes de comptabilité nationale) et l'incertitude sur la situation conjoncturelle actuelle après le programme de stabilisation décidé en août dernier, rendent difficile une appréciation détaillée de ces objectifs quantitatifs. On peut cependant indiquer quels sont les principaux risques en rappelant que les perspectives actuelles se situent dans un contexte d'expansion modérée de la demande dans la zone de l'OCDE et du commerce mondial. Un risque important de dérapage se situe au niveau de l'inflation. Le pouvoir d'achat des salaires a vraisemblablement reculé de façon significative en 1977 et, si les salariés cherchaient à récupérer leur part du revenu national, on assisterait vraisemblablement à une accélération de la spirale des prix et des salaires. S'il n'est pas évident que la croissance de l'activité pourrait être dans cette hypothèse relativement plus soutenue, une inflation très rapide obérerait, à l'évidence, les chances d'amélioration de la balance des paiements.

A l'inverse, dans l'hypothèse où les revenus salariaux réels enregistreraient un nouveau recul, on pourrait assister à un fléchissement du volume de la consommation privée, d'autant plus que le plafonnement des transferts en valeur et l'alourdissement de la pression fiscale prévus dans le projet de budget devraient aussi avoir une incidence défavorable sur le revenu disponible des ménages. Par ailleurs, c'est surtout au niveau des investissements fixes que les objectifs officiels semblent optimistes. Certes, le projet de budget fait apparaître une progression très rapide des dépenses en capital, mais celles-ci recouvrent également des opérations financières. De plus, les investissements publics dans les grands projets de développement industriel ont un contenu d'importation élevé et il est vraisemblable que, pour alléger le déficit de la balance commerciale, un certain nombre de projets seront ajournés. En ce qui concerne les investissements du secteur privé, la construction pourrait continuer de progresser, mais la faiblesse des perspectives de la demande et le renchérissement du coût du crédit devraient contribuer à freiner les investissements en machines et équipements.

L'évolution des stocks, qui semblent avoir contribué de façon très importante à la croissance de la demande en 1977, constitue un élément d'incertitude majeure pour 1978. Selon les experts portugais, la formation de stocks a vraisemblablement représenté 5% environ du PIB cette année (aux prix courants) et pourrait être ramenée à seulement 2.5% en 1978, en partie sous l'effet d'une politique monétaire plus restrictive. Il s'agit là d'une hypothèse fondamentale dans les prévisions officielles dont il est toutefois difficile d'apprécier la validité car on connaît mal le niveau des stocks en 1977 et on ne dispose pas d'indications précises sur le degré de restrictivité de la politique monétaire qui sera mise en œuvre.

Or, c'est sur cette flexion de la formation des stocks, qui s'accompagnerait d'une réduction des importations de produits alimentaires effectuées par les organismes publics et d'un freinage des investissements publics ayant un fort contenu d'importations, que se fondaient les experts portugais pour prévoir une baisse sensible des importations en volume de l'ordre de 6%. Cependant, même dans l'hypothèse d'un fort mouvement d'ajustement des stocks, un recul des importations de cette ampleur pourrait être difficile à obtenir avec une croissance du PIB de 3 à 4%. L'élasticité moyenne à long terme des importations est de l'ordre de 1.5 et 70% environ des achats portent sur des matières premières agricoles et industrielles ou des produits intermédiaires, et on ne peut s'attendre, dans le court terme, à de fortes substitutions de produits nationaux aux importations. D'autre part, compte tenu d'un environnement international peu favorable, la croissance relativement rapide des exportations de marchandises envisagée par les experts portugais (7% en volume) paraît impliquer des gains de parts de marché importants qui trancheraient avec l'évolution récente et qui semblent peu vraisemblables au regard de la structure par produits des exportations. La croissance des recettes sur les invisibles enregistrée en 1977 tient pour une large part à des phénomènes de récupération après les mouvements anormaux des deux années précédentes, mais une nouvelle amélioration sensible semble possible en 1978. Toutefois, la charge de la dette extérieure pèsera de façon croissante sur la balance courante. Au vu des perspectives qui se dégagent actuellement pour 1978, le déficit extérieur courant pourrait enregistrer une certaine réduction, sous l'hypothèse d'une orientation générale restrictive de la politique économique et compte tenu de la décélération probable de l'activité au quatrième trimestre de 1977 résultant des mesures décidées récemment. Cependant, étant donné notamment la médiocrité des perspectives pour la demande extérieure, il pourrait être difficile d'obtenir une réduction aussi importante du déficit que celle qui était officiellement envisagée, si le taux de croissance réel du PIB devait être de l'ordre de 3 à 4%.

Problèmes de politique économique et conclusions

Le Portugal continue d'être confronté à de sérieuses difficultés économiques: le chômage se situe toujours à un niveau élevé malgré la reprise considérable de la production intervenue au cours des douze derniers mois; l'inflation demeure rapide et

le déficit extérieur courant très important. Les causes, internes et externes, des évolutions défavorables enregistrées au cours de ces dernières années ont été rappelées plus haut dans cette étude. Dans la période plus récente, les facteurs négatifs les plus importants ont résidé dans les délais apportés à la mise en œuvre d'une politique économique appropriée et dans les effets, directs et indirects, de la faiblesse du commerce mondial. Étant donné le manque de statistiques adéquates et à jour, malgré les progrès faits récemment dans ce domaine, il est difficile de porter une appréciation exacte sur la situation actuelle. Cependant, les tendances générales de l'économie sont suffisamment claires pour qu'il soit possible de juger des principaux problèmes de politique économique. L'évolution économique récente comporte un certain nombre d'aspects positifs et les éléments disponibles ne conduisent pas à un pessimisme exagéré. Bien plus, il est clair que des mesures de politique économique appropriées pourraient entraîner une amélioration significative de la situation.

L'expérience récente

Le maintien en 1977, contrairement aux prévisions officielles, du déficit extérieur courant approximativement sur le niveau record de 1976 (environ 1.2 milliard de dollars) constitue une évolution défavorable majeure mais qui ne devrait pas surprendre si le PIB a progressé, comme l'indiquent les estimations officielles, d'environ 6% en volume, soit un taux nettement plus rapide que celui enregistré dans la plupart des pays partenaires du Portugal avec, vraisemblablement, une augmentation de la demande intérieure plus forte encore. Les investissements en machines et équipement et la formation des stocks dans l'industrie (soit des composantes de la demande ayant un contenu d'importations très élevé) ont apparemment progressé à un rythme très rapide, du moins jusqu'à l'été dernier. La reprise des investissements et le fléchissement simultané de la consommation privée répondaient aux objectifs officiels. Mais la vigueur inattendue de la demande des entreprises illustre bien la difficulté de moduler la politique économique de façon adéquate. Les mesures adoptées au début de 1977, principalement dans les domaines de la fiscalité et des prix et des revenus, ont freiné les salaires réels et permis un redressement de la situation financière très délicate des entreprises. Mais elles n'ont toutefois pas été accompagnées d'un resserrement suffisant de la politique monétaire et des taux d'intérêt. Aussi, les dépenses en capital ont-elles progressé à un rythme plus rapide qu'il n'aurait été souhaitable au regard de la contrainte de la balance des paiements. En outre, malgré la dévaluation de février 1977, l'attente d'une nouvelle dépréciation de l'escudo a accéléré la demande d'importation qui a été financée à la fois par l'amélioration des profits et par l'aisance relative des conditions de crédit.

L'ensemble de mesures décidées en août dernier témoigne d'un important changement dans l'orientation de la politique économique et de l'affaiblissement des anciens préjugés concernant l'utilisation de certains instruments classiques. Le rôle indispensable de la politique monétaire et du crédit dans tout programme de stabilisation a été tardivement reconnu et les taux d'intérêt ont été relevés de façon importante. Ce dernier élément est particulièrement remarquable au regard de l'hésitation manifestée pendant plusieurs décennies à utiliser les taux d'intérêt comme instrument de régulation de la demande ou d'allocation des ressources. Des progrès ont été également faits en direction d'une politique plus pragmatique et plus flexible du taux de change. Dans le même temps, l'attachement au stock d'or s'est affaibli sous la pression des circonstances. Il est généralement admis que les réserves officielles ne doivent pas être épuisées pour financer un déficit extérieur à court terme mais, jusqu'à une période récente, on considérait dans de nombreux milieux que le stock d'or était seul intangible, et on négligeait le coût d'un accroissement des engagements officiels en devises.

Ainsi, s'agissant de la persistance d'un déficit extérieur élevé en 1977, il convient de tenir compte des facteurs temporaires qui ont accéléré les importations alors que

certaines mesures importantes de politique ont été prises trop récemment pour avoir encore pleinement produit leurs effets. Il est plus difficile de juger du taux d'inflation sous-jacent. On s'attend à ce que, en moyenne annuelle, les prix à la consommation progressent d'environ 27% en 1977, mais la vive augmentation du printemps dernier découle directement, dans une large mesure, des décisions de politique économique. L'indice est resté stable de mai à septembre, pour partie sous l'influence de facteurs saisonniers et du blocage des prix de certains produits essentiels, mais la progression des coûts salariaux s'est probablement également fortement ralentie. Un processus d'amélioration, que la politique économique devra renforcer en 1978, est sans doute déjà en cours. Des facteurs extra-économiques peuvent aggraver les difficultés actuelles, mais les informations disponibles montrent que des progrès vers une réduction des déséquilibres internes et externes sont réalisables.

Les objectifs de la politique économique en 1978

La marge d'action des autorités portugaises est très faible, étant donné que la nécessité de réduire de façon sensible le déséquilibre extérieur courant constitue un élément primordial dans la formulation de la politique à court terme. Ce déficit a été financé en 1977 pour une large part par des emprunts extérieurs à court terme effectués par la Banque Centrale et qui arriveront à échéance l'année prochaine. Un important financement à long terme par des organismes officiels devrait être disponible sous certaines conditions en 1978, ce qui devrait permettre de financer une part importante du déficit de la balance courante si, conformément à l'objectif officiel, celui-ci est ramené aux environs de 800 millions de dollars. Les autorités ne peuvent apparemment pas compter sur des entrées de capitaux privés à long terme substantielles tant que les perspectives économiques ne se seront pas redressées significativement. Étant donné qu'on ne s'attend qu'à une progression modeste du commerce mondial en 1978, une réduction aussi importante du déficit courant sera difficile à réaliser si des mesures résolues de stabilisation ne sont pas mises en œuvre. Mais il sera également délicat de faire en sorte que celles-ci soient compatibles, autant que possible, avec des objectifs à plus long terme.

Indéniablement le Portugal, comme d'autres pays dans une situation comparable, tirerait profit d'une accélération de la croissance de la demande et, partant, des importations de biens et de services dans les pays Membres qui ne sont pas confrontés à des problèmes sérieux concernant l'inflation ou la balance des paiements. Mais d'autres difficultés demeureront dans le domaine des exportations. Pour certaines catégories de produits exportés, par exemple, la construction navale et certaines industries du bois, la demande mondiale restera vraisemblablement faible pendant une période relativement longue. Les exportations de produits agricoles et alimentaires sont confrontées à des problèmes bien connus d'accès aux marchés. Bien plus, d'importantes catégories d'exportations de produits textiles font l'objet de mesures restrictives sur de nombreux marchés depuis quelques années. Ainsi, pour reprendre l'exemple fameux, le Portugal ne peut exporter librement ni du vin ni du « drap », mais toute diversification significative de la structure des exportations sera longue à obtenir. C'est pourquoi il est indispensable de chercher à réduire le volume des importations, ce qui, à court terme, ne peut être obtenu que par une restriction de la demande intérieure. Le récent durcissement de la politique monétaire provoquera vraisemblablement une réduction de la formation de stocks et la décision de différer certains projets d'investissements ayant un fort contenu d'importations semble entièrement justifiée. Cependant, dans les circonstances présentes, la croissance de toutes les composantes de la demande intérieure doit, dans une certaine mesure, être freinée, y compris la construction et la consommation publique, dont le contenu direct d'importation est sans doute faible mais le contenu indirect nettement plus important.

Il est clair qu'à l'heure actuelle la politique monétaire et budgétaire doit être nettement restrictive. Mais le degré et la nature souhaitables de la restriction posent de

difficiles problèmes de choix aux autorités. Un ralentissement marqué du taux d'accroissement du PIB aggraverait le difficile problème du chômage. Par ailleurs, si l'action entreprise n'est pas suffisamment vigoureuse, on pourrait assister à une croissance modérée mais insuffisante pendant une période relativement longue sans qu'elle s'accompagne d'une réduction substantielle des déséquilibres externes et internes. Mais surtout la marge de manœuvre de la politique économique est sévèrement limitée par les possibilités de financement extérieur. Une réduction graduelle du déficit extérieur courant pourrait être obtenue avec une restriction moins sévère de la demande intérieure, mais les contraintes de financement semblent appeler un ajustement relativement rapide. Dans ces circonstances, c'est par une politique rigoureuse de restriction appliquée pendant une brève période que les meilleurs résultats peuvent être obtenus, la régulation de la demande étant progressivement relâchée par la suite. D'autres pays offrent des exemples d'amélioration remarquable de la balance des paiements courants, liée à un renversement des anticipations inflationnistes, spécialement lorsque les services et les transferts courants sont relativement importants, comme dans le cas de la balance des paiements portugaise. Un autre choix difficile réside dans le freinage relatif de la consommation privée et des autres éléments de la demande intérieure, dans un contexte généralement restrictif. Il s'agit là d'un domaine où les considérations à court et à long termes peuvent conduire à des conclusions différentes. Étant donné le recul des salaires réels en 1977, il est peu vraisemblable que la consommation privée puisse supporter l'essentiel du poids de l'ajustement en 1978. Un freinage temporaire de l'investissement qui pourrait produire des effets rapides et importants sur la balance des paiements semble inévitable.

A moins que la politique monétaire et fiscale ne s'accompagne d'une politique des prix et des revenus, l'objectif de stabilisation ne pourrait être atteint qu'à un coût très élevé en termes de production et d'emploi. Il était envisagé de mettre, en 1978, de nouveaux plafonds à l'augmentation des salaires et des rémunérations. Comme à l'accoutumée, ces plafonds étaient discutés en se référant à l'augmentation très rapide des prix à la consommation de l'année précédente, qui reflétait, comme on l'a noté plus haut, les mesures prises par les autorités. Par ailleurs, le projet de budget pour 1978 prévoit une nouvelle augmentation considérable de la fiscalité indirecte. Il importe d'empêcher, qu'après des signes prometteurs de décélération, la spirale inflationniste ne s'aggrave à nouveau, hypothèse qui n'est pas à exclure même dans un contexte de croissance lente et de faible progression du pouvoir d'achat des salaires. L'importance relative des facteurs inflationnistes (salaires et profits, fixation des prix publics et privés, etc.) peut changer au cours du temps mais avec un taux d'inflation qui dépasse 20%, il est difficile d'appliquer des politiques à long terme. Quelle qu'en soit la difficulté, toutes les méthodes possibles pour briser ce cercle vicieux — autres qu'une déflation sauvage — doivent être explorées et un objectif plus ambitieux concernant la décélération de l'inflation en 1978 pourrait fort bien être envisagé. Par exemple, les augmentations de salaires qui seront accordées, pourraient être échelonnées tout au long de l'année; le système actuel mis en œuvre pour les prix de quelques produits essentiels pourrait être prolongé; et les augmentations d'impôts indirects et de tarifs publics ne devraient pas être décidées uniquement par référence à un «équilibre budgétaire» qui refléterait une augmentation inflationniste des dépenses comme des recettes. Naturellement, les actions dans le domaine des prix et des revenus seraient facilitées si un consensus social pouvait contribuer à la modération des revenus primaires.

Quelques aspects à plus long terme

Parallèlement aux efforts réalisés pour résoudre les problèmes urgents à court terme, les travaux pour élaborer des politiques à moyen terme se sont poursuivis pendant la période sous revue. Un plan à moyen terme a été publié en juin, mais son examen par le Parlement a été ajourné. Il sera d'abord étudié par le Conseil

Consultatif National de Planification, qui comprend des représentants des commissions parlementaires, des syndicats, des organisations patronales et des autorités régionales. Les opinions peuvent différer sur le contenu purement économique de ce Plan à moyen terme, par exemple certaines projections macro-économiques ou certains choix sectoriels d'investissements. Cependant, une somme de travail utile a été effectuée pour sa préparation et il est important que ces études soient poursuivies et améliorées avec la participation des représentants des différents groupes sociaux. Il serait futile d'espérer qu'un programme quantifié à moyen terme ne soit pas rapidement dépassé du fait d'événements imprévus. Mais l'essence d'une planification réaliste — au moins dans des économies de marché ayant un large secteur extérieur — ne réside pas dans ce qui est parfois considéré comme l'élément principal d'un « Plan » c'est-à-dire une belle présentation de tableaux, de taux de croissance ou de répartition en pourcentage, quelle que soit la nécessité de vérifier la cohérence de l'exercice. D'autres aspects des travaux de planification, qui ne se limitent pas à l'examen de grands projets d'investissements, sont beaucoup plus importants. L'analyse des problèmes à long terme permet d'identifier les actions de politique économique nécessaires (un bon exemple étant apporté par la réorganisation récente du crédit à l'agriculture) et peut apporter beaucoup quant au choix des mesures à court terme. Il a été indiqué par exemple dans de précédentes études de l'OCDE que la politique fiscale et celle de faibles taux d'intérêt pénalisaient des industries à forte intensité de main-d'œuvre. Si cette analyse était confirmée par des études détaillées, le niveau des cotisations de sécurité sociale en termes de pourcentage du salaire pourrait, après l'augmentation décidée récemment, être trop élevé et, de ce fait, irait vraisemblablement à l'encontre d'une solution du problème du chômage massif. Il est évidemment nécessaire de poursuivre les travaux sur ces problèmes dans un contexte approprié, quelles que soient les décisions qui seront éventuellement prises sur l'approbation formelle d'un plan à moyen terme.

Des mesures de stabilisation efficaces constituent un préalable nécessaire mais ne peuvent se substituer à la mise en œuvre de politiques à plus long terme. La période d'ajustement sera délicate, mais une coopération internationale active pourrait contribuer de façon significative à la solution des problèmes du pays. Moins que tout autre pays, le Portugal ne peut envisager, à l'issue de la période nécessaire de stabilisation, de maintenir une restriction durable de la demande, car les « saines politiques » appliquées pendant plusieurs décennies ont entravé le développement économique et en particulier la création d'un nombre suffisant d'emplois productifs. Mais, outre un environnement international raisonnablement favorable, il sera nécessaire pour atteindre un rythme de croissance durable et suffisamment élevé dans le futur, de faire des réformes de structure profondes et d'améliorer les méthodes de gestion économique. Il s'agit là d'objectifs difficiles qui concernent en particulier l'augmentation de la productivité dans le secteur agricole longtemps négligé; l'adaptation des structures de production et de l'investissement dans l'industrie aux modifications subies par la demande étrangère et intérieure; l'élimination progressive des déficiences structurelles de la balance des paiements, par exemple, par la substitution de produits nationaux à certaines importations de produits alimentaires, ainsi que par la diversification et la promotion des exportations, ce qui demandera la réalisation d'importants investissements mais pas nécessairement dans les secteurs qui ont été choisis dans le passé. Par dessus tout, il sera nécessaire de promouvoir certaines industries à forte intensité de main-d'œuvre pour résoudre graduellement le grave problème de l'emploi, mais sans que cela n'entraîne des effets trop défavorables sur la productivité. La mise en œuvre de ces réformes structurelles et de politiques de développement nécessitera, au cours des années à venir, un apport net de ressources réelles en provenance de l'extérieur, soit en d'autres termes, un déficit raisonnable de la balance des opérations courantes qui devrait être financé par des entrées de capitaux à long terme appropriées. Si une politique de stabilisation est appliquée avec succès en 1978, la restauration de la crédibilité financière du pays qui en découlera facilitera la solution des problèmes à moyen terme.

PAGE BLANCHE

Annexe

PRINCIPALES MESURES DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE PRISES DEPUIS LE DÉBUT DE 1977

1^{er} janvier

Augmentation des salaires des fonctionnaires de 15%.

20 janvier

Augmentation des cotisations sociales de 23.5% à 26.5% du salaire (19% à la charge des employeurs et 7.5% à la charge des salariés).

21 janvier

Augmentation de 20% du prix de l'essence qui est porté à 21 escudos le litre.

5 février

Restriction sur le financement bancaire des importations de biens de consommation.

Février

« Programme n° 1 » qui regroupe une série de mesures dont les principales sont:

- Dévaluation de l'escudo de 15% par rapport au dollar
- Création d'un fonds de garantie de change chargé d'assurer les risques de changement de parité pour les emprunts à l'étranger
- Introduction de quota sur l'importation de quelques produits représentant environ 6% des importations de 1976
- Augmentation de 20% de l'impôt sur les transactions
- Relèvement du taux de l'escompte de 6% à 8%/9.5% ou 12% suivant le montant du recours à la Banque centrale
- Réouverture de la Bourse pour les transactions sur les actions
- Augmentation du salaire minimum de 12.5% à 4 500 escudos par mois — plafonnement de l'augmentation des salaires en 1977 à 15% — création d'un salaire minimum de 3 500 escudos, par mois, dans l'agriculture pour les travailleurs permanents mensualisés. Fixation d'un salaire maximum de 50 000 escudos.
- Définition d'un « panier » de 16 produits essentiels dont les prix sont bloqués jusqu'à la fin de 1977, après avoir été relevés de plus de 20%. Instauration d'un système de contrôle *a posteriori* pour les autres produits.

31 mars

Prolongation de la surtaxe et du dépôt à l'importation jusqu'à la fin de 1977.

8 juillet

Approbation d'une loi définissant les limites du secteur nationalisé.

24 août

Publication d'un code des investissements étrangers.

26 août

Règlementation du droit de grève avec préavis de 48 heures.

29 août

« Programme n° 2 » qui comprend les mesures suivantes:

- Adoption d'un système de taux de change glissant pour les six mois à venir avec une dépréciation de 1% par mois de l'escudo par rapport à un panier de devises, une garantie de change étant donnée par la Banque du Portugal sur les marchés à terme;

- Augmentation du taux d'escompte de base de 8 à 13% (et jusqu'à 18% pour la troisième tranche) et relèvement du taux d'intérêt débiteur et créateur des banques de 4 à 4.5% avec des bonifications d'intérêt pour les crédits à l'agriculture, au logement, à l'exportation et à l'investissement;
- Autorisation pour les banques commerciales d'octroyer des crédits à moyen et long terme, pour les non-résidents d'ouvrir des comptes bancaires en devises et création d'un marché interbancaire;
- Augmentation du prix de l'essence de 21 à 26 escudos le litre;
- Autorisation de suspendre les contrats de travail pour difficultés économiques.

29 septembre

Nouvelle loi sur la réforme agraire qui étend le droit de réserve des propriétaires et modifie les mécanismes du crédit à l'agriculture; loi de l'affermage rural.

26 octobre

Loi sur les indemnisations. Les indemnisations seront effectuées par le versement de bons d'État, partiellement non négociables, d'une durée de 6 à 22 ans et portant intérêt de 2.5 à 12%, le taux d'intérêt étant d'autant plus faible que la période est plus longue.

ANNEXE STATISTIQUE

Tableau A Produit national et dépense nationale
En millions d'escudos

	1971	1972	1973	1974	1975
	<i>Aux prix courants</i>				
Dépenses des consommateurs	141 632	155 259	190 656	257 007	304 122
Dépenses courantes de l'Administration	27 650	31 841	37 106	49 136	57 983
Formation brute de capital fixe	37 259	47 526	57 256	66 761	73 992
Variation des stocks	6 294	8 295	16 667	17 526	-12 378
DÉPENSE INTÉRIEURE	212 835	242 921	301 685	390 430	423 719
Exportations de biens et services (non compris le revenu des facteurs en provenance du reste du monde)	48 064	60 775	72 602	87 745	74 067
Importations de biens et services (non compris le revenu des facteurs versé au reste du monde)	62 576	72 491	93 211	140 161	121 050
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AUX PRIX DU MARCHÉ	198 323	231 205	281 076	338 014	376 736
<i>plus</i> : Revenus nets en provenance du reste du monde	415	578	2 109	3 279	-369
PRODUIT NATIONAL BRUT AUX PRIX DU MARCHÉ	198 738	231 783	283 185	341 293	376 367
	<i>Aux prix de 1963</i>				
Dépenses des consommateurs	107 125	108 082	123 709	134 062	135 145
Dépenses courantes de l'Administration	19 158	20 808	22 431	26 315	27 906
Formation brute de capital fixe	27 666	31 904	35 270	33 937	29 236
Variation des stocks	4 808	5 904	10 781	9 312	-5 725
DÉPENSE INTÉRIEURE	158 757	166 698	192 191	203 626	186 562
Exportations de biens et services (non compris le revenu des facteurs en provenance du reste du monde)	37 230	44 136	45 980	38 757	32 715
Importations de biens et services (non compris le revenu des facteurs versé au reste du monde)	49 467	52 421	62 432	65 404	48 909
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AUX PRIX DU MARCHÉ	146 520	158 413	175 739	176 979	170 368
<i>plus</i> : Revenus nets en provenance du reste du monde	264	320	1 035	1 286	-126
PRODUIT NATIONAL BRUT AUX PRIX DU MARCHÉ	146 784	158 733	176 774	178 265	170 242

NOTE Estimations révisées publiées en 1977. La consommation privée et, pour partie, la formation de stocks sont obtenues par solde. Les données de comptabilité nationale portent sur le Portugal continental seulement (à l'exclusion des îles), tandis que les données de la balance des paiements couvrent l'ensemble du pays.

Source : Institut National de la Statistique.

Tableau B Produit intérieur brut au coût des facteurs, par branches d'activité
En millions d'escudos

	1971	1972	1973	1974	1975
<i>Aux prix courants</i>					
Agriculture, sylviculture et pêche	30 015	33 254	41 071	47 326	54 446
Industries extractives	955	1 072	1 232	1 880	2 028
Industries manufacturières	59 117	70 895	88 042	112 653	114 817
Electricité, gaz et eau	4 714	5 271	5 788	6 254	6 976
Construction	11 127	13 373	16 222	21 488	22 619
Transports et communications	11 610	13 269	15 840	19 843	22 960
Commerce de gros et de détail	23 298	26 438	33 044	37 576	41 978
Banques, assurances et affaires immobilières	6 432	7 562	9 998	12 190	13 833
Propriétés immobilières	4 963	5 738	6 138	6 953	7 914
Administration publique et défense	11 631	14 107	15 632	17 376	21 724
Services divers	14 810	17 579	21 174	25 023	33 340
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AU COÛT DES FACTEURS	178 672	208 558	254 181	308 562	342 635
<i>Aux prix de 1963</i>					
Agriculture, sylviculture et pêche	18 365	18 444	19 590	19 226	18 712
Industries extractives	683	706	818	947	959
Industries manufacturières	49 782	55 790	63 983	65 943	59 534
Electricité, gaz et eau	4 296	4 895	5 409	6 157	6 352
Construction	8 211	8 432	9 248	9 575	8 063
Transports et communications	9 183	10 084	11 143	12 416	11 439
Commerce de gros et de détail	16 841	17 921	20 254	17 775	16 955
Banques, assurances et affaires immobilières	4 089	4 324	5 061	4 929	4 781
Propriétés immobilières	4 153	4 316	4 547	4 740	4 911
Administration publique et défense	8 641	10 072	10 610	11 457	13 055
Services divers	9 784	10 875	11 879	12 260	14 000
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AU COÛT DES FACTEURS	134 028	145 859	162 542	165 425	158 761

NOTE Estimations révisées publiées en 1977.

Source : Institut National de la Statistique.

Tableau C **Formation intérieure brute de capital fixe**
En millions d'escudos

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
<i>Aux prix courants</i>								
TOTAL DE LA FORMATION INTÉRIEURE BRUTE DE CAPITAL FIXE	24 433	27 294	31 255	37 259	47 526	57 256	66 761	73 992
Ventilation par produits								
Locaux d'habitation	3 629	4 322	4 441	4 850	6 665	9 188	13 452	14 316
Autres bâtiments	10 620	10 370	12 421	15 156	18 480	23 405	26 971	33 598
Equipements et outillage	10 184	12 602	14 393	17 253	22 381	24 663	26 338	26 078
Ventilation par branches d'activité								
Agriculture, sylviculture et pêche	2 042	2 193	2 131	2 353	2 599	3 378	3 115	4 027
Industries extractives	114	169	233	164	185	173	241	502
Industries manufacturières et construction	7 290	8 471	10 416	12 530	14 893	17 472	23 110	24 226
Electricité, gaz et eau	2 473	2 509	2 642	3 051	3 611	4 118	5 327	7 281
Transports et communications	4 252	4 191	5 560	7 069	10 545	11 114	9 544	13 707
Locaux d'habitation	3 629	4 322	4 441	4 850	6 665	9 188	13 452	14 316
Autres services	4 633	5 439	5 832	7 242	9 028	11 813	11 972	9 933
Ventilation par secteurs								
Administrations publiques	3 371	3 813	3 865	4 589	5 243	5 796	6 831	9 068
Entreprises	21 062	23 481	27 390	32 670	42 283	51 460	59 930	64 924
<i>Aux prix de 1963</i>								
TOTAL DE LA FORMATION INTÉRIEURE BRUTE DE CAPITAL FIXE	20 741	22 605	25 209	27 666	31 904	35 270	33 937	29 236
Ventilation par produits								
Locaux d'habitation	3 076	3 600	3 640	3 559	4 680	6 089	7 905	6 117
Autres bâtiments	8 964	8 588	10 079	11 073	11 604	13 286	12 079	12 043
Equipements et outillage	8 701	10 417	11 490	13 034	15 620	15 895	13 953	11 076

Ventilation par branches d'activité

Agriculture, sylviculture et pêche	1 700	1 772	1 618	1 669	1 722	2 031	1 581	1 685
Industries extractives	97	140	188	121	127	110	124	186
Industries manufacturières et construction	6 213	7 012	8 369	9 396	10 144	10 881	11 586	9 651
Electricité, gaz et eau	2 100	2 084	2 152	2 259	2 303	2 396	2 424	2 652
Transports et communications	3 616	3 475	4 507	5 267	6 973	6 689	4 583	5 159
Locaux d'habitation	3 076	3 600	3 640	3 559	4 680	6 089	7 905	6 117
Autres services	3 939	4 522	4 735	5 395	5 955	7 074	5 734	3 786
Ventilation par secteurs								
Administrations publiques	2 858	3 177	3 158	3 395	3 362	3 371	3 119	3 298
Entreprises	17 883	19 428	22 051	24 271	28 542	31 899	30 818	25 938

NOTE Nouvelle série à partir de 1970. Les résultats antérieurs ne sont pas strictement comparables.

Source : Institut National de la Statistique.

Tableau D Production agricole

	Unité	Moyenne 1953- 1962	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
Céréales										
Blé	100 tonnes	6 332	4 536	5 482	7 937	6 043	5 169	5 336	6 012	6 800
Seigle, orge et avoine	—	3 548	3 011	2 833	3 780	3 115	2 696	3 164	3 525	4 010
Maïs	—	4 760	5 526	5 814	5 264	5 185	5 086	4 855	4 513	3 570
Riz	—	1 613	1 758	1 947	1 616	1 639	1 676	1 295	1 327	890
Pommes de terre et légumineuses										
Pommes de terre	—	10 540	11 264	12 200	11 239	11 389	10 862	11 145	10 126	8 530
Fèves, haricots et pois chiches	—	1 080	1 006	1 004	1 047	939	915	809	802	700
Vin	1 000 hl	10 745	8 081	11 328	8 835	8 196	11 086	13 873	8 773	8 130
Huile d'olive	—	918	790	735	458	588	457	526	539	379
Bétail abattu										
Bovins	Tonnes	88 642	155 929	156 119	144 704	149 160	169 093	173 520	196 611	183 077
Ovins et caprins	—	38 766	79 908	88 851	76 350	73 969	81 580	84 770	92 069	79 821
Porcs	—	11 509	14 174	14 947	11 705	9 928	12 229	12 293	12 300	11 181
	—	38 367	61 847	52 321	56 649	65 263	75 284	76 457	92 242	92 075
Pêche débarquée	—	312 870	319 051	352 004	328 149	327 367	357 157	277 108	269 837	272 297

Sources : Rapports annuels de la Banque du Portugal ; Institut National de la Statistique, Statistiques agricoles et alimentaires.

Tableau E Population par classes d'âge
En milliers

	1965	1970	1973	1974	1975	1976
Total	9 122	9 013	8 978	9 218	9 633	9 693
Par classes d'âge :						
0 à 19 ans	3 452	3 369	n.d.	n.d.	3 535	3 557
20 à 59 ans	4 525	4 390	n.d.	n.d.	4 717	4 747
Plus de 60 ans	1 145	1 254	n.d.	n.d.	1 381	1 389

NOTE Estimations en fin d'année, population résidente du Portugal continental et des îles. Les chiffres présentés dans le tableau sont extraits des nouvelles séries de population calculées par l'INE qui devraient être publiées en 1978. Ces séries incluent les résultats des recensements (le dernier a été effectué en 1970) et des estimations annuelles entre les dates des recensements et remontent jusqu'en 1940. Les changements récents importants intervenus dans les mouvements migratoires ont été pris en compte, mais la méthode de calcul n'est pas connue.

Sources : Institut National de la Statistique ; informations transmises au Secrétariat.

Tableau F Indicateurs d'emploi

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
Pêche	100	117.1	99.1	90.2	85.4	82.4	78.0
Industries extractives	100	97.2	94.5	94.6	96.7	92.8	90.8
Industries manufacturières	100	100.1	100.2	101.4	101.9	101.0	101.7
Construction	100	102.2	106.5	110.4	114.6	105.9	105.7
Electricité, gaz et eau	100	100.5	99.0	96.7	97.3	99.0	102.5
Transports et communications	100	102.6	104.3	105.7	110.2	114.0	119.5
Services divers ¹	100	102.7	104.7	108.8	111.4	112.6	114.0
Total non agricole	100	101.3	101.8	103.5	104.7	103.4	104.4

1 Banques, assurances, opérations immobilières et commerce.

Sources : Informations communiquées à l'OCDE par les Autorités portugaises ; Services de Statistique du Ministère du Travail et Service National de l'Emploi.

Tableau G Prix et salaires
Indices, 1963 = 100

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
Prix à la consommation¹										
Lisbonne	118.3	123.8	132.4	140.6	152.4	165.9	185.0	239.0	287.7	343.1
Porto	114.9	121.3	132.5	136.7	145.2	159.5	175.7	222.7	268.2	312.7
Coïmbra	113.1	117.9	126.0	129.4	137.9	147.7	159.8	206.8	252.7	296.0
Evora	117.7	121.3	126.8	132.4	141.2	151.4	168.8	210.6	257.5	311.3
Viseu	115.2	120.2	125.9	130.1	141.3	151.2	163.4	211.0	252.4	298.0
Faro	116.3	122.8	132.6	137.9	149.3	167.5	182.0	221.8	266.6	311.7
Prix de gros (Lisbonne)	112.5	116.7	120.8	125.0	127.5	135.0	150.0	193.6	218.3	260.2
Produits manufacturés	117.8	117.8	118.7	118.7	122.4	130.8	144.8	165.1	171.9	192.1
Alimentation	112.5	114.3	121.4	124.1	130.4	139.3	146.4	189.2	249.8	303.2
Salaires dans l'industrie et les transports										
Lisbonne	129.6	140.9	157.1	175.7	194.5	211.3	240.5	318.1	377.5	422.4
Porto	147.7	159.6	175.5	193.8	219.7	247.7	272.0	376.8	481.9	536.8

1 Total, logement excepté.

Source : Institut National de la Statistique.

Tableau H **Indice national des prix à la consommation**
Indice, 1976 = 100

	1977				
	T1	T2	T3	Oct.	Nov.
Total (à l'exclusion du logement)	115.2	128.3	129.8	130.7	132.5
Alimentation et boissons	118.2	135.5	134.1	134.8	138.0
Vêtements et chaussures	112.0	115.6	118.0	118.0	118.0
Divers	110.2	117.5	122.2	124.4	124.4
Logement	112.2	124.4	133.1	133.1	133.1
<i>Pour mémoire :</i>					
Indice des prix à la consommation à Lisbonne					
Total à l'exclusion du logement	118.1	129.4	126.8*	127.4*	128.4*

NOTE Portugal continental. Cet indice est le premier indice des prix à la consommation concernant l'ensemble du Portugal. Les résultats mensuels ont été publiés pour les principales catégories de produits depuis janvier 1977, mais les résultats correspondants pour 1976 ne sont pas disponibles.

* Chiffres révisés et qui n'ont pas été intégrés dans la partie principale de l'étude.

Source : Institut National de la Statistique.

Tableau I Opérations des Administrations publiques
Base comptabilité nationale, concepts normalisés
En milliards d'escudos

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
ADMINISTRATION CENTRALE								
Recettes courantes	22.80	25.79	31.19	32.91	37.41	43.11	53.02	61.76
Impôts et transferts courants en provenance des autres agents économiques	21.73	24.83	30.12	31.86	35.77	41.62	51.74	60.82
Revenu de la propriété et de l'entreprise	1.07	0.96	1.07	1.05	1.64	1.49	1.28	0.94
Dépenses courantes	21.29	22.68	27.45	29.63	33.27	37.27	53.75	71.33
Biens et services	17.16	18.66	22.22	23.96	26.63	30.25	39.79	45.83
Transferts courants au profit des autres agents économiques	4.13	4.02	5.23	5.67	6.64	7.02	13.96	25.50
EPARGNE NETTE	1.52	3.12	3.74	3.28	4.14	5.84	-0.73	-9.57
Transferts nets en capital en provenance des autres agents économiques	0.34	-0.03	0.51	0.41	-0.96	0.36	-0.29	-4.85
Formation brute de capital fixe	2.22	2.59	2.53	2.60	3.43	3.50	5.07	6.48
EMPRUNTS NETS (—) OU PRÊTS NETS	-0.36	0.50	1.72	1.09	-0.24	2.70	-6.09	-20.90
Prêts	1.48	1.97	1.75	3.31	7.69	1.50	2.32	1.34
Emprunts intérieurs	-1.10	-0.88	-1.22	-1.43	-6.12	-4.56	-9.37	-36.15
Emprunts extérieurs	0.56	0.24	0.31	0.34	-0.06	-0.07	0.02	0.38
Augmentation (+) ou diminution (—) de la situation de la trésorerie ¹	-1.30	-0.83	+0.88	-1.13	-1.75	+5.83	+0.94	+13.53
COMPTES CONSOLIDÉS DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES								
Recettes courantes	31.31	35.84	43.09	46.60	54.00	63.78	77.86	93.17
Impôts et transferts courants en provenance des autres agents économiques	29.56	34.11	41.11	44.65	51.46	61.19	75.56	91.42
Revenu de la propriété et de l'entreprise	1.75	1.73	1.98	1.95	2.54	2.59	2.30	1.75
Dépenses courantes	27.10	28.97	34.62	37.94	46.13	54.81	76.65	102.46
Biens et services	19.58	21.21	25.25	27.65	31.84	37.11	49.14	57.98
Transferts courants au profit des autres agents économiques	7.52	7.76	9.37	10.29	14.29	17.70	27.51	44.48

EPARGNE BRUTE	4.21	6.87	8.47	8.66	7.87	8.98	1.20	-9.29
Provisions pour amortissements					0.10	0.10	0.09	0.06
EPARGNE NETTE	4.21	6.87	8.47	8.66	7.97	9.08	1.29	-9.23
Transferts nets en capital en provenance des autres agents économiques	0.52	0.21	0.78	0.71	-0.44	1.31	1.08	-1.11
Formation brute de capital fixe	3.81	4.58	4.47	5.13	5.91	6.43	7.87	10.28
EMPRUNTS NETS (—) OU PRÊTS NETS	0.92	2.50	4.78	4.24	1.61	3.96	-5.49	-20.63
Prêts	1.78	2.81	2.33	3.86	7.90	1.88	2.50	-0.94
Emprunts intérieurs	-0.46	-0.34	-0.85	-0.59	-5.63	-4.26	-9.91	-37.99
Emprunts extérieurs	0.56	0.24	0.31	0.34	-0.06	-0.07	0.02	0.38
Augmentation (+) ou diminution (—) de la situation de la trésorerie ¹	-0.96	-0.21	+2.99	+0.63	-0.60	+6.41	+1.90	+17.92

1 Y compris les ajustements.

Source : Institut National de la Statistique.

Tableau J Masse monétaire et contreparties
Fin de période, en milliards d'escudos

	1971	1972	1973	1974	1975	1976
TOTAL DE LA MASSE MONÉTAIRE	189.0	234.8	301.3	342.3	385.4	453.0
Disponibilités monétaires	104.9	122.3	165.6	182.5	227.2	251.5
— Billets et monnaie en circulation	31.9	36.1	38.3	69.7	109.8	107.0
— Dépôts à vue des particuliers et entreprises	73.0	86.2	127.3	112.8	117.4	144.5
Disponibilités quasi-monétaires	84.1	112.5	135.7	159.8	158.2	201.5
CONTREPARTIES						
Avoirs extérieurs nets	58.3	68.5	76.9	62.4	38.9	15.2
Position nette au FMI	0.9	0.9	0.9	0.9	—	—
Crédit net au secteur public	-4.6	2.1	-1.0	9.1	33.4	59.0
Crédit au secteur financier non monétaire	0.2	0.3	0.5	4.6	12.6	18.1
Crédit aux entreprises et particuliers	153.1	187.4	249.0	288.5	313.8	371.8
Divers, net	-18.9	-24.4	-25.0	-23.3	-13.2	-11.1

Source : Rapports annuels de la Banque du Portugal.

Tableau K Ventilation des crédits bancaires
Fin de période, en milliards d'escudos

	1973	1974	1975	1976	
				S I	S II
SECTEUR DE FINANCEMENT					
Secteur public	25.2	36.9	66.9	81.4	115.2
Secteur financier non monétaire	0.5	4.6	12.6	17.2	18.1
Entreprises et particuliers	249.0	288.5	313.8	330.0	371.8
SOURCE DE FINANCEMENT					
Banques commerciales	213.2	238.5	255.1	268.2	309.8
CGDCP ¹ et caisses d'épargne	55.5	74.2	89.7	95.2	104.3
Banque du Portugal ²	6.0	17.4	48.3	65.2	91.0
MODE DE FINANCEMENT					
Investissements de portefeuille	24.4	31.3	56.6	68.9	100.3
Effets commerciaux en portefeuille	167.7	200.9	220.7	228.3	262.9
Prêts et autres opérations de crédit (en escudos)	82.6	97.9	115.9	131.4	141.9
Total	274.7	330.0	393.2	428.6	505.1

1 Caisse Générale de Dépôts, de Crédit et de Prévoyance.

2 Déduction faite des crédits au secteur monétaire.

Source : Rapports annuels de la Banque du Portugal.

Tableau L Structure des taux d'intérêt
En pourcentage

	21/12/74	19/12/75	1/7/76	26/2/77	29/8/77
TAUX D'ESCOMPTE	7.5	6.5	6.5	8.0-12.0	13.0-18.0
TAUX CRÉDITEURS					
Crédits à moins de 90 jours	7.75	4.50-7.75	4.50-8.75	5.25-10.25	9.75-14.75
Crédits entre 90 jours et un an	8.25-9.25	5.00-9.50	5.00-10.50	5.75-12.00	10.25-16.50
Crédits à plus d'un an	10.50-12.50	10.75-12.75	11.25-13.25	7.75-14.75	17.00-18.75
TAUX DÉBITEURS					
Dépôts à vue :					
— des entreprises	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
— des particuliers jusqu'à 70 000 escudos ¹	4.0	4.0	4.0	4.0	4.0
— des particuliers de plus de 70 000 escudos ¹	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0
Dépôts à terme à moins de 30 jours	3.5	—	—	—	—
Dépôts à terme entre 30 et 90 jours	4.5	4.5	4.5	5.0	6.0
Dépôts à terme entre 90 jours et un an	6.5-9.0	6.5-9.5	6.5-9.5	7.5-11.0	9.0-15.0
Dépôts à terme de plus d'un an	9.5-10.5	10.5-11.5	10.5-11.5	12.0-13.0	16.0-17.0

¹ Dans les instituts de crédit d'Etat et institutions spéciales du crédit. Dans les banques commerciales, le taux d'intérêt sur ces dépôts a été de 1% pour toute la période.

Source : Banque du Portugal.

Tableau M Entrées de voyageurs étrangers, d'après le pays de nationalité
En milliers de personnes

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
TOTAL	2 510.7	2 785.4	3 342.9	3 867.0	3 925.3	4 079.7	2 621.8	1 966.4	2 175.4
Allemagne (RF)	88.6	113.2	133.1	170.3	186.8	209.7	167.2	143.8	150.1
Argentine	27.0	35.8	37.5	35.1	—	—	26.8	22.4	11.9
Belgique	23.8	32.2	32.8	39.6	39.3	46.3	30.4	27.2	32.1
Brésil	49.8	56.8	66.6	74.9	—	—	65.2	52.7	43.7
Canada	31.1	38.6	47.4	51.9	56.2	25.0	38.8	22.8	21.7
Espagne	1 344.8	1 374.2	1 712.6	2 055.9	2 012.9	2 109.3	1 169.4	856.4	1 049.3
Etats-Unis	236.9	304.1	354.7	366.1	386.5	345.7	217.6	96.1	82.1
France	140.1	168.1	203.8	215.4	233.2	248.6	152.9	119.1	134.4
Hollande	29.5	40.6	41.6	47.7	51.8	54.1	37.4	39.5	51.6
Italie	79.3	88.9	79.4	83.3	80.7	80.0	83.7	69.8	66.6
Royaume-Uni	289.4	339.5	406.2	457.3	492.8	511.6	383.0	284.6	244.6
Suède	15.4	20.2	26.8	35.4	41.6	42.8	31.6	27.3	49.2
Suisse	23.6	32.8	32.5	39.0	43.3	50.0	38.5	23.0	23.2
Autres pays	131.1	140.5	168.1	195.1	300.1	356.7	179.3	181.7	214.9

Source : Institut National de la Statistique, Statistiques du tourisme.

Tableau N Commerce extérieur par principaux groupes de produits, 1967-1976
En millions de dollars

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
IMPORTATIONS, TOTAL	1 059.2	1 178.4	1 296.1	1 582.4	1 823.0	2 227.2	2 908.3	4 581.5	3 839.6	4 315.9
Produits alimentaires et boissons	157.1	147.4	150.6	180.2	232.9	306.9	402.0	777.2	765.6	742.6
Matières brutes et demi-produits	256.1	283.7	305.3	342.4	370.8	443.5	594.1	1 084.6	1 009.9	1 213.7
Produits manufacturés :										
Produits chimiques	95.5	111.7	134.3	158.9	177.8	216.2	312.2	458.8	348.8	507.2
Articles manufacturés classés d'après la matière première	207.5	237.1	266.5	353.8	374.8	392.5	511.4	861.2	583.6	598.7
Machines et matériel de transport	303.3	352.7	386.4	478.0	580.1	759.7	928.5	1 179.0	961.0	1 065.7
Articles manufacturés divers	39.3	45.6	52.8	68.7	86.2	108.8	159.5	220.0	170.4	186.8
Articles non classés par catégories	0.3	0.2	0.2	0.3	0.4	0.5	0.7	0.7	0.3	1.2
EXPORTATIONS, TOTAL	701.4	761.2	853.0	949.5	1 052.2	1 293.8	1 765.9	2 276.3	1 939.2	1 820
Produits alimentaires et boissons	164.9	174.8	169.9	177.0	182.3	229.5	303.3	333.4	300.4	291
Matières brutes et demi-produits	81.5	108.9	128.1	162.6	159.1	180.4	228.5	350.1	265.6	296
Produits manufacturés :										
Produits chimiques	46.3	45.7	51.9	69.5	75.0	84.2	103.1	188.4	125.5	95
Articles manufacturés classés d'après la matière première	297.0	294.6	337.8	335.1	381.8	458.2	632.3	780.7	664.5	594
Machines et matériel de transport	35.8	44.0	60.2	79.6	102.2	152.4	233.1	288.9	256.0	230
Articles manufacturés divers	66.6	83.4	93.1	112.2	139.0	179.3	251.1	323.0	312.8	282
Articles non classés par catégories	9.2	9.8	12.0	13.5	12.8	9.8	14.5	11.8	14.4	32

NOTE Par suite des arrondis, la somme des composantes ne correspond pas nécessairement au total.

Correspondance avec les sections de la CTCl :

Produits alimentaires et boissons : 0, 1
Matières brutes et demi-produits : 2, 3, 4
Produits manufacturés : 5, 6, 7, 8
Produits chimiques : 5

Articles classés d'après la matière première : 6
Machines et matériel de transport : 7
Articles manufacturés divers : 8
Articles non classés : 9

Source : OCDE, Statistiques du commerce extérieur, Série B.

Tableau O Evolution de la structure géographique du commerce extérieur, 1968-1976
En milliards d'escudos

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
<i>Exportations</i>									
TOTAL	21.9	24.5	27.3	30.3	35.3	45.4	58.0	49.5	54.7
Pays de l'OCDE	14.3	16.7	18.3	21.4	27.5	35.8	45.8	39.4	44.0
Etats-Unis	2.3	2.3	2.4	2.9	3.8	4.4	5.8	3.6	3.7
AELE ¹	7.3	8.8	9.7	11.3	14.4	18.5	23.0	19.2	20.4
Royaume-Uni	4.6	5.2	5.6	6.8	8.0	10.8	13.2	10.5	10.0
Suède	1.1	1.4	1.5	1.7	2.3	2.6	3.6	3.4	4.3
Autres pays de l'AELE	1.6	2.2	2.7	2.8	4.1	5.1	6.2	5.3	6.1
CEE ²	3.6	4.4	5.0	5.7	7.2	9.7	13.1	12.9	16.4
Allemagne	1.3	1.6	1.7	1.9	2.6	3.4	4.6	5.0	5.9
France	1.0	1.3	1.2	1.4	1.8	2.4	3.5	3.3	4.6
Italie	0.5	0.6	0.8	0.8	1.1	1.4	1.9	1.6	2.1
Pays-Bas	0.5	0.5	0.8	0.9	0.9	1.2	1.5	1.4	1.9
Belgique-Luxembourg	0.4	0.4	0.4	0.8	0.9	1.3	1.6	1.6	1.9
Autres pays de l'OCDE	1.1	1.1	1.3	1.5	2.1	3.2	3.9	3.7	3.5
Pays Non-OCDE	7.6	7.8	9.0	8.9	7.8	9.6	12.2	10.1	10.7
dont : Ancienne zone Escudo	5.5	6.1	6.7	6.5	5.2	6.7	6.4	4.2	2.7
<i>Importations</i>									
TOTAL	33.9	37.3	45.5	52.4	60.7	74.8	118.1	97.7	127.4
Pays de l'OCDE	23.6	26.5	33.2	38.7	45.4	57.3	85.1	68.9	88.2
Etats-Unis	2.5	1.8	3.3	3.6	5.4	6.1	11.1	12.1	11.5
AELE ¹	7.5	9.0	11.0	13.0	14.5	17.8	23.6	18.3	26.1
Royaume-Uni	4.4	5.2	6.4	7.2	7.9	8.5	10.9	8.5	11.9
Suède	0.9	0.9	1.2	1.4	1.8	3.4	3.6	2.4	3.9
Autres pays de l'AELE	2.2	2.9	3.5	4.5	4.8	5.8	9.1	7.4	10.3
CEE ²	11.3	12.8	15.0	17.2	19.1	24.4	39.4	29.7	37.2
Allemagne	5.2	5.9	7.0	8.2	9.0	10.8	15.9	11.1	14.9
France	2.3	2.7	3.2	3.5	3.8	5.2	9.2	7.4	8.0
Italie	2.0	2.1	2.4	2.7	3.3	3.9	6.3	4.9	6.0
Pays-Bas	0.9	1.0	1.1	1.3	1.5	2.4	4.2	3.5	4.8
Belgique-Luxembourg	0.9	1.1	1.3	1.5	1.5	2.2	4.0	2.8	3.5
Autres pays de l'OCDE	2.3	2.9	3.9	4.8	6.4	9.0	11.0	8.8	13.4
Pays Non-OCDE	10.2	10.8	12.3	13.8	15.3	17.5	33.0	28.8	39.2
dont : Ancienne zone Escudo	5.3	5.6	6.7	6.9	6.7	7.4	12.4	5.1	3.3

1 Ancienne AELE.

2 Ancienne CEE.

Source : Institut National de la Statistique.

Tableau P Balance des paiements
En millions de dollars

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
Exportations, fob	925	983	1 296	1 855	2 288	1 936	1 813
Importations, fob	1 376	1 614	2 023	2 763	4 277	3 606	3 907
Balance commerciale	-451	-631	-727	-908	-1 989	-1 670	-2 094
Solde des services	61	139	205	153	55	-183	-105
Voyages	142	213	263	322	258	101	186
Transports	-44	-22	-35	-72	-145	-128	-170
Revenus du capital	31	16	20	86	129	-14	-133
Opérations gouvernementales	-75	-84	-88	-179	-225	-172	49
Autres services	7	16	45	-4	38	30	-37
Solde des transferts	507	664	872	1 104	1 111	1 037	973
Balance des opérations courantes	117	174	350	349	-823	-816	-1 226
Mouvements de capitaux à moyen et long terme	-1	64	-129	-142	272	-107	12
Secteur privé	41	76	62	-37	354	-21	28
Secteur public	-42	-12	-191	-105	-82	-86	-16
Mouvements de capitaux à court terme et opérations non recensées	-36	28	56	136	-82	-90	242
Balance des opérations non monétaires	80	266	277	343	-633	-1 013	-972
Opérations à court terme des institutions monétaires privées	-25	39	-4	-6	64	-20	-4
Balance des règlements officiels	55	305	273	337	-569	-1 033	-976
Tirages sur le FMI	—	—	—	—	—	—	176
Divers comptes officiels	4	21	79	-8	0	346	682
Variation des réserves de change (augmentation = +)	59	327	353	329	-569	-687	-118

Sources : Mémoire statistique soumis par les Autorités portugaises à l'OCDE, Banque du Portugal et Statistiques financières internationales du FMI.

COMPARAISONS INTERNATIONALES

STATISTIQUES DE BASE : COMPARAISONS INTERNATIONALES

	Période de référence	Unités	STATISTIQUES DE BASE :								COMPARAISONS INTERNATIONALES																
			Australie	Autriche	Belgique	Canada	Danemark	Finlande	France	Allemagne	Grèce	Islande	Irlande	Italie	Japon	Luxembourg	Pays-Bas	Nouvelle-Zélande	Norvège	Portugal	Espagne	Suède	Suisse	Turquie	Royaume-Uni	États-Unis	Yugoslavie ¹
POPULATION	Mi-1976	Milliers	13 916	7 510	9 818	23 143	5 073	4 729	52 921	61 513	9 165	220	3 162	56 157 ²	112 768	357	13 770	3 116	4 027	9 664	35 970	8 219	6 346	41 162	56 001	215 118	21 560
	»	Nombre	2	90	322	2	118	16	96	247	69	2	45	186	299	138	407	12	12	109	71	20	154	52	230	23	83
	Mi-1966 à Mi-1976	%	1.8	0.3	0.3	1.4	0.6	0.3	0.7	0.4	0.6	1.2	0.9	1.3	0.7	1.0	1.5	0.7	0.6	1.1	0.5	0.6	2.4	0.2	0.9	(0.9)	
EMPLOI	1975	Milliers	5 726	2 943	3 748	9 363	2 332	2 211	20 764	24 828	(3 190)	(93)	1 030	18 818	52 230	150	4 535	1 194	1 694	3 259	12 576	4 062	2 784	15 600	24 632	84 783	8 583 ³
	»	% du total	6.7	12.5	3.6	6.1	9.8	14.9	11.3	7.3	(35.4)	(15.1)	24.5	15.8	12.7	6.2	6.6	11.9	10.2	28.1	21.9	6.4	7.9	60.9	2.7	4.0	47.5
	»	»	33.8	40.9	39.9	29.3	31.5	36.1	38.6	46.0	(28.2)	(35.5)	29.8	44.1	35.8	47.3	34.8	34.2	33.3	38.5	36.5	45.0	16.1	40.9	29.0	21.1	
	»	»	59.5	46.6	56.5	64.6	58.7	49.0	50.1	46.7	(36.4)	(49.4)	45.7	40.1	51.5	46.5	58.6	53.9	55.5	38.6	39.6	57.1	47.1	23.0	56.4	67.0	31.4
PIB aux prix du marché	1975	Milliards de dollars des É-U ¹¹	84.24	37.57	62.25	159.68	35.45	26.59	335.71	424.92	20.86	1.25	7.76	174.95	490.63	2.20	81.20	13.24	28.30	14.62	101.04	69.36	54.16	35.45	227.79	1 513.83	31.71 ⁵
	1970 à 1975	%	3.5	3.9	3.5	5.0	2.1	4.0	3.6	1.7	5.1	5.5	2.4	5.4	5.4	1.8	3.1	3.8	4.4	4.7	5.5	2.3	0.8	7.6	2.0	2.1	5.8
	1975	Dollars des É-U ¹¹	6 239	4 988	6 351	6 994	7 006	5 643	6 365	6 872	2 291	5 717	2 483	3 123	4 398	6 136	5 947	4 266	7 063	1 547	2 869	8 467	8 456	861	4 063	7 089	1 499
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE	1975	% du PIB	23.8 ⁷	26.7	22.0	24.2	19.9	30.2	23.4	21.1	20.2 ⁸	33.2	23.8	20.8	30.8	29.2	21.3	26.2 ⁹	35.4	19.6	24.1	20.7	24.0	20.5	20.0	16.3	32.4
	»	»	9.8	10.5	7.8	8.3	8.0	11.7	9.2	9.9	7.8	8.6	9.5	8.5	14.2	8.6	9.3	..	13.8	6.9	9.2	8.4	..	..	8.5	6.9	..
	»	»	5.1	5.4	6.1	5.6	4.6	7.0	7.3	4.5	5.0	7.0	6.2	6.1	7.8	7.6	5.2	..	5.5	3.8	6.2	4.2	..	3.7	4.0	3.3	..
	1970 à 1975	%	1.0	4.4	2.5	7.2	-0.8	4.9	3.5	-1.0	0.9	11.6	3.6	-1.1	3.6	3.6	-0.6	..	9.1	-1.8	5.3	0.9	-0.4	10.5	1.3	-0.4	..
TAUX D'ÉPARGNE GLOBALE ¹²	1975	% du PNB	23.7 ⁷	27.1	22.5	19.0	16.8	29.4	23.4	23.2	16.5	24.6	16.8	19.6	32.3	27.4	23.4	20.6	27.9	3.8	21.7	22.8	27.9	17.7	17.3	16.7	34.1
ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS	1975	% du PIB	16.4 ⁷	16.6	17.1	20.3	24.7	18.5	14.4	21.2	15.2	10.1	19.1	13.9	11.1	15.0	18.0	18.4 ⁹	16.9	15.4	9.5	24.8	12.7	11.3	22.0	19.3	15.6
	»	»	10.1 ⁷	16.1	20.9	13.3	16.1	13.6	23.1	19.2	10.0	..	21.9	22.9	8.6	26.2	29.3	..	22.9	9.1	12.1	19.6	14.4	6.5	13.2	12.2	..
	»	»	32.0 ⁷	39.1	40.7	37.6	45.0	39.5	40.6	40.9	26.8	..	34.2	34.7	23.5	50.6	53.6	..	50.2	24.7	24.5	52.2	31.9	20.5	40.8	30.7	35.6
APPORTS NETS D'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT	1975	% du PNB	0.6	0.2	0.6	0.6	0.6	0.2	0.6	0.4	..	..	..	0.1	0.2	..	0.8	0.5	0.7	..	..	0.8	0.2	..	0.4	0.3	..
INDICATEURS DU NIVEAU DE VIE	1975	Dollars des É-U ¹¹	3 720	2 810	3 900	4 040	4 050	2 890	3 970	3 810	1 660	3 630	1 660	2 099	2 500	3 680	3 460	2 510	3 830	1 235	1 990	4 420	5 210	633	2 480	4 580	792
	1974	Nombre	354	217	256	374	249	199	285	272	42	295	159	257	144	358	253	363	223	95	123	323	270	8	246	490	63
	»	»	377	262	272	550	428	358	236	302	207	404	127	246	356	397	344	481	339	117	200	633	594	23	366	677	54
	»	»	227 ¹³	247	252	366	308	269	235	305	106	217 ¹⁰	178	213	233	257	259	304 ¹⁰	256	66	174	348	264	12	315	571	131
	»	»	1.4 ¹³	2.0	1.8	1.7	1.6 ¹³	1.3	1.5 ¹⁰	1.8	2.0	1.5 ¹⁴	1.2 ¹³	2.0	1.2 ¹⁰	1.1	1.5	1.2 ¹³	1.6	1.2	1.5 ¹⁰	1.6 ¹⁰	1.9	0.6	1.3	1.6	1.3
	1975	% du groupe d'âge corresp.	39.7	15.9 ¹⁰	34.4 ¹⁰	49.8 ¹³	36.3 ¹⁴	24.5	31.4 ¹⁰	24.2 ¹⁰	..	..	..	31.0	34.3 ¹⁰	..	21.1 ¹⁰	..	40.3 ¹⁰	(9.8) ¹⁰	29.3 ¹⁰	(31.1) ¹³	..	..	21.8 ¹⁰	43.2	16.6
	»	Nombre	16.1 ¹⁰	20.5	16.2 ¹⁰	15.5 ¹⁰	10.7 ¹⁰	10.2 ¹⁰	13.6	19.7	24.0 ¹⁰	11.4 ¹⁰	17.0 ¹⁰	20.7	10.0	14.8	10.3	16.0	10.5 ¹⁰	37.9 ¹⁰	12.1	8.3	10.7	..	16.0	16.1	40.9 ¹⁰
SALAIRES ET PRIX	1971 à 1976	%	16.4	12.5	16.4	11.9	16.7	17.9	15.4	8.9	20.8	34.0 ¹⁰	19.9	20.8	17.7	..	13.2	11.9	14.6	16.3 ²⁰	20.8	13.4	7.5	23.6 ²⁰	17.0	7.8	..
	»	%	11.8	7.8	9.4	8.3	9.9	13.3	9.6	6.0	14.5	30.3	15.1	13.8	12.2	8.2	8.9	11.5	9.0	16.9	13.9	8.5	6.7	17.8 ²⁰	14.5	7.0	18.5
COMMERCE EXTÉRIEUR	1976	Millions de dollars des É-U ¹¹	13 116	8 508	32 844 ²¹	38 628	9 108	6 342	55 812	102 036	2 544	396	3 312	36 924	67 224	—	38 748	2 780	7 920	1 812	8 724	18 444	14 844	1 960	46 260	114 996	4 556
	»	%	14.1	21.1	48.9	20.4	23.8	22.3	16.1	22.5	11.5	28.3	42.5	22.6	12.2	—	43.9	22.4	25.7	11.5	8.5	25.0	26.2	5.1	21.3	6.8	13.9
	1971 à 1976	%	3.7	7.7	7.3	4.1	4.2	4.0	7.6	7.6	17.0	..	6.6	6.9	10.1	..	7.0	2.3	8.4	2.6	11.2	3.1	4.8	..	5.1	8.2	7.1
	1976	Millions de dollars des É-U ¹¹	11 196	11 520	35 352 ²¹	37 956	12 420	7 392	64 392	87 780	6 012	468	4 200	43 368	64 800	—	39 948	2 830	11 112	4 212	17 460	19 164	14 772	5 129	55 968	121 788	6 881
	»	%	12.1	28.5	52.6	20.0	32.5	26.0	18.6	19.4	27.1	33.4	53.8	26.5	11.7	..	45.2	22.8	36.1	26.8	17.0	26.0	26.1	12.9	25.8	7.2	21.0
	1971 à 1976	%	5.6	8.4	6.7	8.4	5.4	4.1	8.6	6.5	6.7	..	5.3	3.7	6.3	..	4.3	5.1	6.4	3.2	10.4	5.6	1.1	..	5.0	4.7	2.5
RÉSERVES OFFICIELLES TOTALES	Fin 1976	Millions de dollars des É-U	3 169	4 410	5 206 ²¹	5 843	915	498	9 728	34 798	925	81	1 837	6 654	16 604	—	7 387	491	2 229	1 302	5 284	2 491	12 992	1 080	4 230	18 319	2 680
	En 1976	%	28.3	38.3	14.7 ²¹	15.4	7.4	6.7	15.1	39.6	15.4	17.3	43.7	15.3	25.6	—	18.5	17.3	20.1	37.4	30.3	13.0	88.0	21.1	7.6	15.0	38.9

1 En provenance, pour partie, de sources nationales.
2 Population résidente totale.
3 Secteur privé et socialisé.
4 Suivant la définition retenue dans les Statistiques de main-d'œuvre de l'OCDE : industrie extractive, industrie manufacturière, construction et services publics (électricité, gaz et eau).
5 Produit social.
6 A prix constants.
7 Année fiscale commençant le 1^{er} juillet.
8 Non compris les bateaux opérant outre-mer.
9 Année fiscale commençant le 1^{er} avril.
10 1973.
11 Aux prix et taux de change courants.
12 $\left[\frac{\text{PNB} - (\text{Cons. priv.} + \text{Cons. pub.})}{\text{PNB}} \right] \times 100$.

13 1972.
14 1971.
15 En raison de différences dans les champs de couverture, les chiffres ne sont pas strictement comparables. Pour plus de détails se reporter à l'« Annuaire des statistiques de l'enseignement — volume 1 (1974) et volume 2 (1975) — OCDE, Paris ».
16 1974.
17 Nombre de morts dans la première année pour 1 000 naissances vivantes.
18 En raison de différences dans les champs de couverture, les chiffres ne sont pas strictement comparables.
19 1971 à 1975.

20 1970 à 1975.
21 Y compris le Luxembourg.
NOTE Les chiffres entre parenthèses représentent des estimations du Secrétariat de l'OCDE.
Sources: Pour tous les sujets et tous les pays : OCDE : Statistiques de la population active, Principaux indicateurs économiques, Comptes nationaux, l'« Observateur », Statistiques du commerce extérieur (série A); Office statistique des Communautés européennes, Statistiques de base de la Communauté; FMI, Statistiques financières internationales; NU, Annuaire statistique.

OECD SALES AGENTS DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'OCDE

ARGENTINA - ARGENTINE

Carlos Hirsch S.R.L., Florida 165,
BUENOS-AIRES. ☎ 33-1787-2391 Y 30-7122

AUSTRALIA - AUSTRALIE

International B.C.N. Library Suppliers Pty Ltd.,
161 Sturt St., South MELBOURNE, Vic. 3205. ☎ 699-6388
658 Pittwater Road, BROOKVALE NSW 2100. ☎ 938 2267

AUSTRIA - AUTRICHE

Gerold and Co., Graben 31, WIEN 1. ☎ 52.22.35

BELGIUM - BELGIQUE

Librairie des Sciences,
Coudenberg 76-78, B 1000 BRUXELLES 1. ☎ 512-05-60

BRAZIL - BRÉSIL

Mestre Jou S.A., Rua Guaipá 518,
Caixa Postal 24090, 05089 SAO PAULO 10. ☎ 261-1920
Rua Senador Dantas 19 s/205-6, RIO DE JANEIRO GB.
☎ 232-07. 32

CANADA

Renouf Publishing Company Limited,
2182 St. Catherine Street West,
MONTREAL, Quebec H3H 1M7 ☎ (514) 937-3519

DENMARK - DANEMARK

Munksgaards Boghandel,
Nørregade 6, 1165 KØBENHAVN K. ☎ (01) 12 69 70

FINLAND - FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa
Keskuskatu 1, 00100 HELSINKI 10. ☎ 625.901

FRANCE

Bureau des Publications de l'OCDE,
2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.
☎ 524.81.67

Principal correspondant :
13602 AIX-EN-PROVENCE : Librairie de l'Université.
☎ 26.18.08

GERMANY - ALLEMAGNE

Verlag Weltarchiv G.m.b.H.
D 2000 HAMBURG 36, Neuer Jungfernstieg 21.
☎ 040 35-62-500

GREECE - GRÈCE

Librairie Kauffmann, 28 rue du Stade,
ATHÈNES 132. ☎ 322.21.60

HONG-KONG

Government Information Services,
Sales and Publications Office, Beaconsfield House, 1st floor,
Queen's Road, Central. ☎ H-233191

ICELAND - ISLANDE

Snaebjörn Jónsson and Co., h.f.,
Hafnarstraeti 4 and 9, P.O.B. 1131, REYKJAVIC.
☎ 13133/14281/11936

INDIA - INDE

Oxford Book and Stationery Co.,
NEW DELHI, Scindia House. ☎ 45896
CALCUTTA, 17 Park Street. ☎ 240832

IRELAND - IRLANDE

Eason and Son, 40 Lower O'Connell Street,
P.O.B. 42, DUBLIN 1. ☎ 74 39 35

ISRAËL

Emanuel Brown: 35 Allenby Road, TEL AVIV. ☎ 51049/54082
also at:
9, Shlomzion Hamalka Street, JERUSALEM. ☎ 234807
48 Nahlat Benjamin Street, TEL AVIV. ☎ 53276

ITALY - ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni;
Via Lamarmora 45, 50121 FIRENZE. ☎ 579751
Via Bartolini 29, 20155 MILANO. ☎ 365083
Sous dépositaires :
Editrice e Libreria Herder,
Piazza Montecitorio 120, 00 186 ROMA. ☎ 674628
Libreria Hoepli, Via Hoepli 5, 20121 MILANO. ☎ 365446
Libreria Lattes, Via Garibaldi 3, 10122 TORINO. ☎ 519274
La diffusione delle edizioni OCDE è inoltre assicurata dalle migliori
librerie nelle città più importanti.

JAPAN - JAPON

OECD Publications Centre,
Akasaka Park Building, 2-3-4 Akasaka, Minato-ku,
TOKYO 107. ☎ 586-2016

KOREA - CORÉE

Pan Korea Book Corporation,
P.O.Box n°101 Kwangwhamun, SÉOUL. ☎ 72-7369

LEBANON - LIBAN

Documenta Scientifica/Redico,
Edison Building, Bliss Street, P.O.Box 5641, BEIRUT.
☎ 354429-344425

THE NETHERLANDS - PAYS-BAS

W.P. Van Stockum,
Buitenhof 36, DEN HAAG. ☎ 070 65.68.08

NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZÉLANDE

The Publications Manager,
Government Printing Office,
WELLINGTON: Mulgrave Street (Private Bag),
World Trade Centre, Cubacade, Cuba Street,
Rutherford House, Lambton Quay. ☎ 737-320
AUCKLAND: Rutland Street (P.O.Box 5344). ☎ 32.919
CHRISTCHURCH: 130 Oxford Terrace (Private Bag). ☎ 50.331
HAMILTON: Barton Street (P.O.Box 857). ☎ 80.103
DUNEDIN: T & G Building, Princes Street (P.O.Box 1104).
☎ 78.294

NORWAY - NORVÈGE

Johan Grundt Tanums Bokhandel,
Karl Johansgate 41/43, OSLO 1. ☎ 02-332980

PAKISTAN

Mirza Book Agency, 65 Shahrah Quaid-E-Azam, LAHORE 3.
☎ 66839

PHILIPPINES

R.M. Garcia Publishing House, 903 Quezon Blvd. Ext.,
QUEZON CITY, P.O.Box 1860 - MANILA. ☎ 99.98.47

PORTUGAL

Livraria Portugal, Rua do Carmo 70-74, LISBOA 2. ☎ 360582/3

SPAIN - ESPAGNE

Mundi-Prensa Libros, S.A.,
Castelló 37, Apartado 1223, MADRID-1. ☎ 275.46.55
Libreria Bastinos, Pelayo, 52, BARCELONA 1. ☎ 222.06.00

SWEDEN - SUÈDE

AB CE FRITZES KUNGL HOVBOKHANDEL,
Box 16 356, S 103 27 STH, Regeringsgatan 12,
DS STOCKHOLM. ☎ 08/23 89 00

SWITZERLAND - SUISSE

Librairie Payot, 6 rue Grenus, 1211 GENÈVE 11. ☎ 022-31.89.50

TAIWAN - FORMOSE

National Book Company,
84-5 Sing Sung Rd., Sec. 3, TAIPEI 107. ☎ 321.0698

TURKEY - TURQUIE

Librairie Hachette,
469 Istiklal Caddesi, Beyoglu, ISTANBUL. ☎ 44.94.70
et 14 E Ziya Gökalp Caddesi, ANKARA. ☎ 12.10.80

UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI

H.M. Stationery Office, P.O.B. 569,
LONDON SE1 9 NH. ☎ 01-928-6977, Ext. 410
or
49 High Holborn, LONDON WC1V 6 HB (personal callers)
Branches at: EDINBURGH, BIRMINGHAM, BRISTOL,
MANCHESTER, CARDIFF, BELFAST.

UNITED STATES OF AMERICA

OECD Publications Center, Suite 1207, 1750 Pennsylvania Ave.,
N.W. WASHINGTON, D.C. 20006. ☎ (202)298-8755

VENEZUELA

Libreria del Este, Ayda, F. Miranda 52, Edificio Galipán,
CARACAS 106. ☎ 32 23 01/33 26 04/33 24 73

YUGOSLAVIA - YUGOSLAVIE

Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27, P.O.B. 36, BEOGRAD.
☎ 621-992

Les commandes provenant de pays où l'OCDE n'a pas encore désigné de dépositaire peuvent être adressées à :

OCDE, Bureau des Publications, 2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.

Orders and inquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be sent to:

OECD, Publications Office, 2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.

PUBLICATIONS DE L'OCDE

2, rue André-Pascal

75775 PARIS CEDEX 16

N° 39 904 1978.



IMPRIMÉ EN FRANCE

OCDE

Département des Affaires Économiques et Statistiques

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

ÉTUDES ÉCONOMIQUES ANNUELLES
*Études détaillées du développement économique
dans chaque pays de l'OCDE*

Par pays	F 12,00	£ 1.50	\$ 3.00
Abonnement pour la serie	F 200,00	£ 24.00	\$ 50.00

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

*En juillet et décembre les PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES
DE L'OCDE donnent un aperçu général de l'évolution économique
récente dans la zone OCDE et évaluent les perspectives
au moyen d'un ensemble de prévisions quantitatives.
En supplément, cette publication contient fréquemment
des études spéciales destinées à faciliter
l'interprétation des tendances économiques.*